



**MINISTÈRE
DES ARMÉES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Service de l'énergie opérationnelle
Centre de soutien technique et administratif
Bureau achats**

**Modernisation des infrastructures pétrolières
spécialisées (IPS) du dépôt essences air (DEA)
de SOLENZARA**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIÈRES (CCAP)**

Numéro de consultation : DAF_2025_000632

Procédure de passation : Appel d'offres ouvert

Table des matières

Article 1 -	OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	4
1.1	Contexte.....	4
1.2	Identification.....	4
1.3	Objet du marché.....	5
1.4	Procédure de passation	5
1.5	Allotissement.....	5
1.6	Fractionnement des prestations	5
1.7	Lieu d'exécution.....	6
1.8	Langue	7
Article 2 -	INTERVENANTS.....	7
2.1	Maître d'ouvrage.....	7
2.2	Maître d'œuvre.....	7
2.3	Coordonnateur des systèmes de sécurité incendie (CSSI).....	7
2.4	Contrôleur technique	7
2.5	Co-activité et coordination des mesures de prévention en matière de sécurité et de protection de la santé (SPS).....	8
2.6	Autres intervenants	9
Article 3 -	DOCUMENTS CONTRACTUELS	9
Article 4 -	MODALITÉS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	10
4.1	Représentation des parties	10
4.2	Échanges dématérialisés	10
4.3	Durée et délais	11
4.4	Modalités d'exécution du marché	13
4.5	Préparation - coordination et exécution des travaux	17
4.6	Contrôles et réception des travaux.....	24
4.7	Considérations sociales.....	25
4.8	Considérations environnementales	25
4.9	Traitement de données à caractère personnel	27
4.10	Confidentialité et secret des affaires.....	30
4.11	Conflit d'intérêt.....	31
4.12	Clauses de réexamen	31
4.13	Obligations administratives en cours d'exécution	32
4.14	Relation Fournisseurs	33
4.15	Certificat de bonne exécution – Labels	34
Article 5 -	RÉGIME FINANCIER	34
5.1	Monnaie et TVA	34

5.2	Forme et contenu des prix	34
5.3	Variation des prix	35
5.4	Modalités de rémunération du titulaire et de règlement des comptes	36
5.5	Intérêts moratoires	38
5.6	Modalités de facturation	39
5.7	Travaux non prévus	40
5.8	Prestations similaires	40
5.9	Ordres de service – travaux supplémentaires ou modificatifs	40
5.10	Modifications financières pour circonstances imprévisibles	41
Article 6 -	SOUS-TRAITANCE	42
Article 7 -	PRIMES ET PÉNALITES	42
7.1	Primes	42
7.2	Pénalités	42
Article 8 -	GARANTIES	45
8.1	Garantie de parfait achèvement et garanties particulières	45
8.2	Responsabilité et assurances	47
Article 9 -	RÉSILIATION	48
Article 10 -	DIFFÉRENDS ET LITIGES	49
10.1	Différends	49
10.2	Litiges et contentieux	50
Article 11 -	GLOSSAIRE	50
Article 12 -	ANNEXES	53
Article 13 -	DÉROGATIONS	53

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1 Contexte

Service interarmées relevant du chef d'état-major des Armées, le Service de l'énergie opérationnelle (SEO¹) a pour principales missions la **logistique** des produits pétroliers, la **réalisation** et la **maintenance** des matériels pétroliers et infrastructures, en sa qualité de service constructeur pour les installations pétrolières à terre, ainsi que le **conseil** et l'**expertise** pétrolière au profit de l'ensemble des armées et des autres clients sur le territoire national, au sein des forces de souveraineté et pré-positionnées, ainsi que sur les théâtres d'opérations.

Les attributions réglementaires du SEO sont fixées par les articles [R.3241-26](#) à [R.3241-31](#) du Code de la Défense. Elles recouvrent trois domaines complémentaires donnant une grande cohérence au soutien pétrolier interarmées et opérationnel :

- **énergie**, en particulier de la mobilité ;
- **soutien** des forces armées ;
- **expertise**.

Le Centre de soutien technique et administratif (CSTA) procède, entre autres attributions, à la **maitrise d'ouvrage** et à la **maitrise d'œuvre** s'adressant à la construction des infrastructures pétrolières spécialisées ainsi qu'à la **gestion environnementale** afférente.

La mise en conformité des infrastructures pétrolières spécialisées (IPS) du Dépôt essences air (DEA) de Solenzara implanté sur la Base aérienne 126 (BA 126) « Capitaine PREZIOSI », en Haute-Corse (2B), répond à un besoin exprimé par l'armée de l'Air et de l'Espace (AAE) souhaitant s'inscrire dans une perspective interarmées et interalliés plus précisément au travers du développement d'un centre d'entraînement tactique à vocation européenne.

Par ailleurs, l'infrastructure pétrolière de l'établissement est désormais jugée vieillissante, hétérogène et comporte des écarts significatifs par rapport aux référentiels, tout particulièrement s'adressant aux domaines de la sécurité et de la protection de l'environnement.

Aussi, il devient nécessaire de mettre à niveau les infrastructures pétrolières dédiées au soutien de l'AAE et de répondre aux besoins opérationnels.

1.2 Identification

Le présent marché est porté par le ministère des Armées.

L'acheteur, représentant du pouvoir adjudicateur (RPA) au sens de l'article [L.1210-1](#) du code de la commande publique (CCP) et représentant du maître d'ouvrage (RMO) au sens de l'article [L.2411-1](#) du CCP est :

Ministère des Armées

Service de l'énergie opérationnelle (SEO)

Centre de soutien technique et administratif (CSTA²)

Bureau Achats / Section Infrastructure

Caserne Thiry – 47 rue Sainte Catherine – CS 60016 – 54035 NANCY CEDEX.

Pays : France

Code NUTS : FR411

Téléphone : +33 (0)3.83.19.35.39

¹ Le [décret no 2020-1771 du 30 décembre 2020](#) relatif aux services de soutien et aux services interarmées du ministère de la défense a modifié la dénomination du service des essences des armées (SEA) désormais « service de l'énergie opérationnelle » (SEO).

² L'[arrêté du 20 octobre 2021 modifiant l'arrêté du 30 décembre 2020](#) portant organisation du service de l'énergie opérationnelle et divers arrêtés intéressant le ministère de la défense a transformé la direction de l'exploitation et de la logistique pétrolières interarmées (DELPIA) en deux entités distinctes suivantes : le commandement de la logistique de l'énergie opérationnelle (CLEO) et le centre de soutien technique et administratif (CSTA).

1.3 Objet du marché

La présente consultation a pour objectif la **modernisation** des IPS du DEA de Solenzara pour en garantir la pérennité et l'homogénéité, au moyen des solutions suivantes :

- **adaptation** des infrastructures pétrolières aux missions de soutien identifiées ;
- **augmentation** des infrastructures pour optimiser le fonctionnement du dépôt.

Les travaux s'effectuent en milieu occupé, la nécessité de maintien de l'activité pendant la durée des travaux est impérieuse.

Les travaux s'effectuent en milieu occupé, la nécessité de maintien de l'activité pendant la durée des travaux est impérieuse.

Les travaux à entreprendre se répartissent sur trois sites de la zone opérationnelle de la BA 126 et sont prévus d'être exécutés selon les tranches suivantes :

- Tranche ferme (TF) : Ouvrages du dépôt de réception SK-MER, incluant les équipements du « Sea-Line³ » dont le « PLET » (dispositif assurant la liaison avec les pétroliers) ;
- Tranche optionnelle n°1 (TO1) : ouvrages du dépôt d'exploitation principal K2 ;
- Tranche optionnelle n°2 (TO2) : ouvrages du dépôt d'exploitation secondaire K1 ;
- Tranche optionnelle n°3 (TO3) : ouvrages relevant de la tuyauterie inter-dépôts, reliant en infrastructure les trois implantations.

Le marché a pour objet : « **Modernisation, adaptation et augmentation capacitaire des infrastructures pétrolières spécialisées du dépôt essences air (DEA) de SOLENZARA** ».

Le marché est un marché de Travaux.

La description des travaux et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Code CPV de la consultation :

Valeur principale : 45000000-7 - Travaux de construction.

Code GM de la consultation :

Valeur principale : 36.03.03 – Travaux de construction d'ouvrage d'art.

1.4 Procédure de passation

Le marché est passé selon une procédure formalisée selon les dispositions des articles [R.2161-2 à R.2161-5](#) du CCP, relatifs aux appels d'offres ouverts.

Le fondement juridique s'appuie sur les articles du CCP numérotés [L.2124-1](#), relatif aux procédures formalisées suivant le franchissement du seuil européen des procédures, et [L.2124-2](#), relatif aux procédures d'appels d'offres par lesquelles le RPA détermine l'offre économiquement la plus avantageuse.

1.5 Allotissement

En conformité avec les dispositions de l'article [L.2113-11](#) du CCP, l'opération n'est pas allotie.

1.6 Fractionnement des prestations

Le présent marché est un marché à tranches, il comporte les tranches suivantes :

- Tranche ferme (TF) : Ouvrages du dépôt de réception SK-MER, incluant les équipements

³ Canalisation de transport immergée.

du « Sea-Line » dont le « PLET » (dispositif assurant la liaison avec les pétroliers) ;

- Tranche optionnelle n°1 (TO1) : ouvrages du dépôt d'exploitation principal K2 ;
- Tranche optionnelle n°2 (TO2) : ouvrages du dépôt d'exploitation secondaire K1 ;
- Tranche optionnelle n°3 (TO3) : ouvrages relevant de la tuyauterie inter-dépôts, reliant en infrastructure les trois implantations.

1.6.1 Tranche ferme

La tranche ferme prend effet à compter de la date fixée par ordre de service (OS), pour une durée d'exécution de douze (12) mois, comprenant deux (2) mois de période de préparation et dix mois de durée d'exécution des travaux.

Pour l'application des dispositions de l'article [18.1.2](#) du CCAG-Travaux, le lancement de la période de préparation de la tranche ferme est prévu d'intervenir dans un délai de trois ans à compter de la date de notification du marché ; ce délai est pour partie conditionné au retour du dossier de demande d'autorisation soumis à la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL).

En application de l'article [50.2.1](#) du CCAG-Travaux, le titulaire ne peut se prévaloir d'aucun préjudice si la date de démarrage de la période de préparation, fixée par ordre de service, est comprise dans le délai de trois ans mentionné ci-dessus.

Les principaux travaux à réaliser sur la tranche ferme sont relatifs au dépôt SK-MER sont développés dans le cahier des clauses techniques particulières en son article 2.1:

1.6.2 Tranches optionnelle (TO) 1 – 2 – 3

Conditions d'affermissement :

Les trois tranches sont affermies dans les conditions suivantes :

Chaque tranche optionnelle est affermie par ordre de service (OS) portant décision du RMO (Cf. description dans l'article 2 du présent document) sur ordre de service, dans un délai de cinq (5) ans à compter de la décision de réception de la tranche ferme. La durée d'exécution de la tranche optionnelle est de douze (12) mois, comprenant deux (2) mois de période de préparation et dix mois de durée d'exécution des travaux.

L'affermissement est pour majeure partie conditionné par le démarrage des travaux de chaussée aéronautique prévus d'être menés par l'AAE à moyen terme.

La décision d'affermissement peut concerner une ou plusieurs tranches.

La numérotation des tranches ne préjuge pas de leur ordre d'affermissement.

Les travaux peuvent être exécutés avec ou sans recouvrement.

Affermissement tardif :

En cas d'affermissement tardif d'une tranche optionnelle, il ne sera versé aucune indemnité d'attente au titulaire.

Non affermissement :

Dans l'hypothèse où le maître d'ouvrage n'affermie pas la tranche optionnelle, le titulaire du marché est libéré de tout engagement concernant l'exécution de celle-ci. Il ne peut prétendre à aucune indemnité, ni paiement de quelque nature que ce soit.

1.7 Lieu d'exécution

Le lieu d'exécution des prestations objets de la consultation est : 2B – Haute-Corse (FR-2B).

Implantation :

Dépôt essences air de Solenzara
RN 198 – CS 10001 - Ventiseri
20223 GHISONACCIA CEDEX

Adresse postale :

BA 126
20240 VENTISERI SOLENZARA

1.8 Langue

Tous les documents remis par le titulaire sont rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il le fournit, à sa charge, accompagné d'une traduction en français.

L'ensemble des communications écrites ou orales durant la phase d'exécution s'effectuera en français.

Le titulaire doit prévoir au moins un interlocuteur de son équipe capable de comprendre et de s'exprimer en français.

La documentation sera également remise en langue française.

ARTICLE 2 - INTERVENANTS

2.1 Maître d'ouvrage

Le pouvoir adjudicateur et maître d'ouvrage est l'État, au travers dans le cas d'espèce du ministère des Armées.

Il est représenté par le Commandant du centre de soutien technique et administratif (CSTA), ci-après dénommé « représentant du pouvoir adjudicateur » ou « RPA » assurant également les attributions et la fonction de « représentant du maître d'ouvrage » ou « RMO » ; considérant que les deux fonctions se confondent, il sera majoritairement fait usage dans le présent document du sigle « RMO ».

Le service en charge de l'opération est le CSTA au travers de son bureau infrastructure.

Le RMO a confié une mission de conduite d'opération et d'assistance à maîtrise d'ouvrage aux personnes physiques dont les coordonnées seront communiquées à la signature du marché (cf. article 4.1 du présent CCAP).

2.2 Maître d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par les services du SEO dépendants du CSTA qui sont chargés d'une mission de conception secondaire des ouvrages ainsi que de la direction et du contrôle de l'exécution des travaux, de leur réception et de leur règlement.

2.3 Coordonnateur des systèmes de sécurité incendie (CSSI)

Aucune mission de coordination SSI externalisée n'est prévue, le chef du DEA de Solenzara assurera cette mission.

2.4 Contrôleur technique

Aucune mission de contrôle technique déléguée n'est prévue.

Le CCTP définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du CCAG-Travaux et du Cahier des clauses techniques générales Travaux (CCTG-Travaux) concernant les caractéristiques et la qualité des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

Sauf accord intervenu entre le maître d'œuvre et le titulaire sur des dispositions différentes, les vérifications de qualité sont assurées par le maître d'œuvre.

Pour les installations électriques et hydrauliques nécessitant un contrôle avant mise en service, le titulaire aura recours à un prestataire externe chargé de vérifier la conformité des installations face aux exigences de sécurité du Code du travail.

2.5 Co-activité et coordination des mesures de prévention en matière de sécurité et de protection de la santé (SPS)

Les travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure relèvent du régime du [décret n°92-158 du 20 février 1992 \(articles R. 4511-1 et suivants du Code du travail\)](#).

Les travaux de bâtiment ou de génie civil faisant intervenir plusieurs entreprises sur un chantier temporaire ou sur un chantier clos et indépendant relèvent du régime du [décret n°94-1159 du 26 décembre 1994](#) relatif à l'intégration de la sécurité et à l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé lors des opérations de bâtiment ou de génie civil ([articles L. et R.4532-1 et suivants du Code du travail](#)). Les travaux ne relèvent d'aucun régime spécifique en matière de co-activité et de coordination santé sécurité

La présente opération relève de la première catégorie au sens du Code du travail en sa qualité d'opération de plus de 10 000 hommes-jours (soit plus de 80 000 h ou environ 4 M €) avec au moins dix entreprises pour les opérations de bâtiment ou cinq pour les opérations de génie civil.

L'opération fait l'objet d'une coordination en matière de sécurité et de protection de la santé assurée par adossement au marché liant le pouvoir adjudicateur et l'opérateur économique BUREAU VÉRITAS CONSTRUCTION.

Ce support contractuel n°2024-1300192288 notifié le 27 février 2024 est relatif à la réalisation de missions de coordination en matière de sécurité protection de la santé (SPS) des travailleurs pour des opérations de travaux engagés par le SEO en France métropolitaine, Corse comprise.

L'entité juridique en charge des prestations à l'attribution d'un marché public relevant du périmètre SEO est :

BUREAU VÉRITAS CONSTRUCTION SAS

1 place Zaha HADID

92400 COURBEVOIE

Téléphone :

01 55 24 81 81

06 08 76 17 21

Adresses électroniques :

serviceclientMED.construction@bureauveritas.com

dpo.BVC@bureauveritas.com

SIRET 79018278601529

En cas de modification des coordonnées du titulaire sus-cité, au moment de la notification ou en cours d'exécution du présent marché, elles pourront être modifiées par simple courrier ou courriel adressé à destination du titulaire du marché de travaux.

La nature et l'étendue des obligations qui incombent à l'entrepreneur titulaire, en application des dispositions du Code du travail, ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur SPS.

Autorité du coordonnateur SPS :

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'œuvre sans délai et par tous les moyens, de toute violation par les intervenants, y compris par les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur le chantier.

En cas de danger grave et immédiat menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers, le coordonnateur SPS doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter momentanément tout ou partie du chantier. Dans ce cas, un compte rendu doit être immédiatement adressé à la maîtrise d'œuvre et au chef d'établissement du site concerné par les travaux.

Moyens donnés au coordonnateur SPS :

Le coordonnateur SPS a libre accès au chantier.

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

- le plan particulier de protection de la santé (PPSPS) et tous les PPSPS des cotraitants et des sous-traitants ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- dans les cinq (5) jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- le nom et les coordonnées de l'ensemble des sous-traitants. Il tient à sa disposition leur contrat ;
- la copie des déclarations de travail.

Le titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants définies dans le plan général de coordination (PGC) joint au présent marché.

L'entrepreneur informe le coordonnateur SPS :

- de toutes les réunions qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet ;
- de ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement.

Le titulaire donne suite sans délai, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS.

Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur est soumis au maître d'œuvre.

2.6 Autres intervenants

Contrôle général des Armées, inspection du travail dans les Armées (CGA/ITA) :

Les entreprises privées effectuant des travaux dans un établissement militaire relèvent du contrôle général des Armées, inspection du travail dans les Armées (CGA/ITA).

Dès la notification du marché, le RMO adressera au CGA/ITA la « déclaration d'ouverture de chantier » en lieu et place de ce qu'il est habituellement d'usage de faire pour les entreprises parties prenantes d'une opération de travaux. En effet, usuellement ces dernières sont tenues d'établir et d'adresser cette déclaration à leur inspecteur du travail pour tous les chantiers devant occuper dix personnes au moins pendant plus d'une semaine (article R.8113-1 du Code du Travail).

Sécurité des systèmes d'information (SSI)

Compte tenu de l'intégration de la dimension SSI au projet global, en déployant la cybersécurisation des automatismes métier du SEO (CAM) sur les installations du site objet des travaux, des interventions de l'équipe de conception et de mise en œuvre seront amenées à avoir lieu sur la durée de vie du chantier et plus résolument, en phase de réception.

ARTICLE 3 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article [4.1](#) du CCAG-Travaux, le marché est constitué des documents

contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement et ses annexes ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes ;
- le programme ou le calendrier détaillé d'exécution des travaux établi conformément aux stipulations de l'article [28.2](#) du CCAG-Travaux et comportant les dates de début et de fin des travaux ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes ;
- le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de Travaux ([CCAG-Travaux](#)) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ⁴ ;
- l'offre technique du titulaire ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché ;
- le schéma organisationnel du suivi de l'évacuation des déchets(SOSED) ;
- le schéma organisationnel du plan de respect de l'environnement(SOPRE).

ARTICLE 4 - MODALITÉS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

4.1 Représentation des parties

L'interlocuteur chargé du suivi de l'exécution des prestations est désigné par le RMO lors de la notification du marché.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le RMO en cours d'exécution du marché. Pour la désignation des interlocuteurs du domaine technique, la désignation peut également être effectuée par le chef du Bureau Infrastructures du CSTA.

Le RMO notifie sans délai toute modification d'interlocuteur au titulaire.

Par dérogation aux dispositions de l'article [3.4.1](#) du CCAG-Travaux, le titulaire désigne, au moyen de l'annexe 3.3 au présent CCAP, un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès du RMO, pour les besoins de l'exécution du marché.

D'autres personnes physiques, interlocutrices du RMO peuvent être désignées par le titulaire depuis la notification du marché jusqu'à la réunion d'ouverture de chantier mais également ponctuellement, de façon spécifique, en cours d'exécution du marché.

4.2 Échanges dématérialisés

Le RMO notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tout moyen dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Les échanges se font par messagerie électronique et selon les modalités suivantes :

Courriels émis par l'administration :

Les notifications et informations au titulaire sont faites par courriel aux adresses indiquées en annexe 3 au présent CCAP intitulée « Courriels et points de contact – Entreprise » via le portail Internet de la plateforme des achats de l'État (PLACE) :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

Les messages électroniques adressés par ce portail Internet ont principalement pour expéditeur nepasrepondre@marchespublics.gouv.fr ou nepasrepondre-prod@marches-publics.gouv.fr, le titulaire doit impérativement veiller à référencer ces adresses afin d'éviter que les courriels reçus ne soient traités comme relevant de communication électronique non sollicitée et classés dans la catégorie « Courrier indésirable » ou « SPAM » par son interface de messagerie.

Les dossiers de pénalité sont transmis au titulaire par voie dématérialisée ou par courrier avec

⁴ texte, non joint au présent marché, dont le candidat déclare avoir pris connaissance.

avis de réception. Le titulaire doit répondre par courrier avec avis de réception ou par courriel adressé au RMO conformément aux modalités citées ci-après.

Les ordres de service sont émis conformément à l'article 3.8 du CCAG-Travaux par voie électronique.

Le titulaire doit en renvoyer un exemplaire au RMO après y avoir porté la date à laquelle il l'a reçu et ses réserves éventuelles.

Les ordres de service émis par le maître d'œuvre entraînant une modification des conditions d'exécution du marché, notamment en termes de délai d'exécution, de durée et de montants, font l'objet d'une validation préalable par le RMO (ex : prix nouveaux liés à des travaux supplémentaires ou modificatifs, mesures à prescrire pour permettre de déceler les vices de construction présumés...).

Courriels émis par le titulaire :

Les courriels émis par le titulaire à destination du RMO sont adressés aux destinataires indiqués dans l'annexe 3 au présent CCAP intitulée « Courriels et points de contact – SEO ».

Ou, en cas d'envoi d'une réponse à une correspondance émanant de l'administration via la Plateforme des achats de l'État (PLACE), en utilisant la fonctionnalité de réponse proposée par le portail.

Pour ce qui relève de la facturation, les échanges électroniques se font via le portail Internet Chorus Pro : https://portail.chorus-pro.gouv.fr/aife_csm

Changement d'adresse de messagerie électronique :

Dès connaissance de changements, les parties s'informent mutuellement au moyen d'un courriel comportant les détails de modification de l'adresse de contact ou du nom de domaine.

Modalités de réception des notifications :

En application des dispositions de l'article 3.1.2 du CCAG-Travaux, il est rappelé que lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de huit jours, à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

4.3 Durée et délais

4.3.1 Durée du marché

Le marché public est conclu pour une durée cumulée de quarante-huit mois (48) mois pour l'ensemble des tranches, périodes de préparation comprises.

Le détail des délais par tranche figure à l'article 1.6 du présent CCAP.

Le phasage retenu, correspondant à des étapes de réalisation intermédiaires, est destiné à maintenir la nécessité absolue de poursuite d'activité pendant la durée des travaux ; les différentes étapes sont soumises respectivement à réception avant de poursuivre vers la suivante.

4.3.2 Reconduction

Le marché ne fait l'objet d'aucune reconduction et il n'est pas reconductible.

4.3.3 Délais d'exécution

Les délais d'exécution du marché sont fixés dans l'acte d'engagement.

S'agissant de l'ensemble des délais évoqués dans le présent marché, les délais sont exprimés en semaines ou en jours, dans ce dernier cas, les jours sont entendus ouvrés.

4.3.4 Délais d'exécution global du marché

La période de préparation des travaux est comprise dans le délai global d'exécution.

Le délai global d'exécution est de quarante-huit (48) mois dont le détail est mentionné ci-après.

Périodes de préparation

La date de début et la date de fin des périodes de préparation sont ordonnés sur les différentes tranches par ordre de service.

La durée des périodes de préparation est de deux mois pour chaque tranche du marché (TF et tranches optionnelles), soit un total de huit mois de durée de période de préparation.

Délai d'exécution des travaux

Le délai d'exécution des travaux est de : dix (10) mois de travaux par tranche (TF et tranches optionnelles), soit un total de quarante (40) mois.

La date de début d'exécution des tranches est fixée par OS.

Toute modification de la date de début des travaux ou du délai d'exécution fera l'objet d'un ordre de service.

Les périodes de fermeture pour congés annuels du titulaire sont incluses dans les délais d'exécution.

En cas d'arrêt de chantier à l'initiative du SEO, un ordre de service fixant la date prise d'effet sera adressé au titulaire. La durée de l'arrêt est neutralisée dans le décompte du délai d'exécution contractuel.

Le dépassement des délais définis ci-dessus entraîne l'application des clauses relatives aux pénalités mentionnées à l'article 7.2 du présent CCAP.

Le planning prévisionnel et détaillé des travaux en matière d'organisation du chantier figure dans le mémoire technique du titulaire.

Calendrier détaillé d'exécution des travaux

Le calendrier détaillé est élaboré par le maître d'œuvre après consultation du titulaire, dans le cadre du calendrier prévisionnel d'exécution.

Le calendrier détaillé distingue, le cas échéant, les différents ouvrages.

Le calendrier détaillé élaboré par le titulaire est approuvé par le RMO.

Au cours du chantier et après consultation du titulaire concerné, le maître d'œuvre peut modifier le calendrier détaillé dans la limite du délai global d'exécution.

Ces modifications tiennent compte, le cas échéant, des prolongations de délais résultant de l'application de l'article [18.2](#) du CCAG-Travaux.

Le calendrier détaillé d'exécution éventuellement modifié est notifié par ordre de service à l'ensemble des titulaires.

Prolongation du délai d'exécution

Le titulaire signale au RMO, selon les dispositions de l'article 4.2 du présent CCAP, au plus tard dans un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de sa survenance, toute circonstance ou événement qui ne soit imputable ni à sa faute ni à son fait, susceptible de motiver une prolongation du délai d'exécution.

Toute justification nécessaire permettant au RMO d'apprécier le bien-fondé des difficultés signalées et la durée de l'éventuelle prolongation de délai doit être fournie par le titulaire.

Le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles, au sens du premier paragraphe de l'article [18.2.3](#) du CCAG-Travaux, est fixé à sept (7) jours calendaires.

En application du troisième alinéa de l'article [18.2.3](#) du CCAG-Travaux, lorsque l'exécution des travaux est entravée par l'un des phénomènes naturels mentionné ci-dessous, les délais d'exécution sont prolongés.

La prolongation des délais d'exécution est équivalente au nombre de jours d'entrave provoqués par le phénomène naturel en cause.

La prolongation des délais d'exécution est subordonnée à une intensité et une durée limite dont les valeurs sont définies ci-après :

Phénomène naturel	Valeur limite	Travaux concernés
Neige	10 cm d'épaisseur pendant 7 jours consécutifs	Travaux en extérieur
Pluie	30 mm par jour pendant 7 jours consécutifs	Travaux en extérieur, non protégés, non protégeables
Vent	Rafales > 80 km/heure	Travaux en extérieur, non protégés, non protégeables et devant être effectués en l'absence de phénomène venteux
Température	+ 35°C ou - 10°C pendant 7 jours consécutifs	Travaux en extérieur

Station météorologique Météo France de référence : [Sari-Solenzara \(20145\)](#).

Les modalités de constatations contradictoires de l'intempérie de l'article [18.2.3](#) du CCAG-Travaux s'appliquent.

4.4 Modalités d'exécution du marché

4.4.1 Obligations du titulaire

4.4.1.1 Obligation de conseil

Le titulaire du marché est tenu à une obligation permanente de conseil auprès du RMO.

Il doit notamment :

- signaler les divergences entre les cotes figurant sur les plans et les relevés effectués sur le terrain ;
- solliciter de la part de la maîtrise d'œuvre tous les renseignements qualitatifs ou quantitatifs qui n'apparaîtraient pas de façon suffisamment explicite sur les documents qui lui sont remis ;
- contrôler sur place les dimensions des ouvrages exécutés par d'autres entreprises et tous autres éléments susceptibles d'affecter l'établissement de ses propres plans d'exécution.

Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans le marché pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

4.4.1.2 Obligation d'information

Le titulaire est tenu de signaler au RMO tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

4.4.2 Mesures de sécurité

Le titulaire est réputé avoir :

- pris connaissance du ou des sites sur lesquels vont se dérouler les travaux et apprécié toutes les difficultés d'exécution, qu'elles aient trait aux accès, aux aires de stockage disponibles et plus généralement à tout ce qui concerne leur exécution ;
- collecté auprès des services publics ou assimilés toutes les informations qui peuvent lui être utiles pour la conduite du chantier ; notamment services municipaux et opérateurs de réseaux.

Toute personne relevant du titulaire est soumise, le cas échéant, à des mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès logiques à des informations.

Une enquête administrative est diligentée par l'officier de sécurité du Commandement de la logistique de l'énergie opérationnelle (CLEO) auprès de la Direction de la protection des moyens et activités de la Défense (DPID).

Une fiche élémentaire de contrôle d'accès est obligatoire pour les interventions sur le site de Solenzara. Cette fiche est validée par l'officier de sécurité du CLEO.

Le titulaire s'engage à informer son personnel qu'il est susceptible de faire l'objet d'une enquête administrative conformément aux dispositions de l'article [R.1332-22-1](#) du Code de la Défense.

Par ailleurs, le personnel devra se conformer aux exigences du règlement intérieur, aux règles de sécurité et de contrôle en vigueur au sein de l'emprise ainsi que dans l'établissement et n'accéder qu'aux seuls locaux et installations concernés par le marché.

Dès la notification du support contractuel, le titulaire doit communiquer la liste des intervenants pressentis pour l'exécution des prestations, accompagnée pour chaque intervenant de la fiche de contrôle élémentaire.

Le Titulaire complète une annexe de demande de contrôle primaire - CPR - par intervenant sur le chantier, qu'il l'adresse par courriel au chargé d'affaires désigné pour suivre le marché en veillant à laisser le document au format « PDF » actif.

Ces éléments doivent impérativement être mis à jour afin de se conformer aux exigences indiquées aux paragraphes ci-après concernant les travaux longs et interventions de courtes durées.

Les prestations faisant l'objet du présent marché intéressent la Défense : le titulaire doit, en conséquence, se conformer aux stipulations listées ci-après.

Accès au site :

Conformément aux termes de l'article [5.3](#) du CCAG-Travaux, le titulaire s'engage à respecter la réglementation en vigueur en ce qui concerne l'accès aux établissements militaires. En particulier, il fait établir les documents nécessaires pour que le personnel employé puisse pénétrer dans l'enceinte militaire.

Procédures de contrôle élémentaire :

Dans les enceintes militaires, ou des forces de souveraineté de l'État, des mesures de contrôle élémentaire doivent être respectées, il faut distinguer deux situations différentes :

1. des interventions ou des travaux longs (plusieurs jours de suite, cas des contrats d'entretien pour lesquels l'intervention dure plusieurs heures, etc.).

Dans ce cas de figure, il est nécessaire de faire contrôler le personnel susceptible d'intervenir dans l'établissement avant l'intervention.

Faire parvenir au secrétariat de l'officier de sécurité du CLEO les éléments concernant le personnel intervenant (prénoms, nom, lieu et date de naissance, adresse). Une demande de contrôle sera alors envoyée à la direction de la protection des installations, moyens et activités de la Défense.

Certaines interventions nécessitent une habilitation du personnel « Secret » (obligatoire pour l'accès à certaines zones des installations militaires) qui protège les informations et supports dont la divulgation ou auxquels l'accès est de nature à porter atteinte à la défense et à la sécurité nationale. Pour ce faire, une notice individuelle de sécurité devra être remplie pour faire habilitier le personnel.

2. des visites ou interventions courtes.

Pour ces deux situations les règles de sécurité élémentaires à tenir sont :

- port d'un badge de la société ou d'une carte professionnelle de manière apparente ;
- renseignement d'une fiche de visite ;
- respect des modalités de contrôle d'accès et d'identification ;
- à l'exclusion des besoins spécifiques liés à la mission à réaliser pouvant faire l'objet d'un contrôle des captations, interdiction d'utiliser un appareil photo ou un téléphone portable etc. ;

- respect des règles de discrétion professionnelle ;
- aucun déplacement seul dans les zones interdites à la circulation du public.

L'attention du titulaire est particulièrement attirée sur les points suivants :

- les prestations visées se situent dans une enceinte militaire dont l'accès est réglementé ;
- l'accès aux installations n'est autorisé qu'aux personnes munies d'une autorisation délivrée par l'autorité militaire ;
- des restrictions significatives des accès peuvent intervenir et impliquer un préavis de plusieurs jours avant l'autorisation d'accès mais également entraîner des fermetures d'accès pour contraintes opérationnelles.

Les restrictions ou perturbations pouvant s'appliquer aux accès et/ou sorties de sites, imposées par l'autorité militaire ne sauraient justifier à elles seules le versement d'une rémunération supplémentaire.

Si le titulaire découvre un acte de malveillance, il doit alerter immédiatement le RMO sous peine de poursuites éventuelles en application notamment de l'article [434-2](#) du Code pénal et sans préjudice de l'application des mesures coercitives prévues à l'article [434-38](#).

Si, à la suite d'un acte de malveillance, le RMO estime que des mesures de sécurité doivent être prises, visant notamment le personnel, le titulaire est tenu de les appliquer sans délai.

Au moyen du formulaire prévu en annexe 2 au présent CCAP, une liste nominative du personnel et un recensement des véhicules devant se rendre sur les installations sont fournis par le titulaire au RMO, au plus tard à la date de début des prestations. Cette liste doit comporter, pour chaque personnel, les références de la carte d'identité, éventuellement du passeport avec visa en cours de validité, d'une pièce d'identité officielle ou celles de la carte de séjour pour les étrangers. Elle est à adresser au RMO, par voie dématérialisée, auprès de la conduite d'opération indiquée en annexe 3 au présent CCAP intitulée « Courriels et points de contact – SEO ».

Le titulaire doit certifier que tout le personnel qu'il emploie pour la réalisation des prestations est en règle vis-à-vis des dispositions légales et réglementaires relatives aux conditions d'emploi de la main d'œuvre. Le titulaire s'engageant à tenir à jour cette liste nominative notamment au moyen du portail dédié : <https://www.e-attestations.com/>.

4.4.3 Constat d'état des lieux

Un état des lieux contradictoire est dressé en présence de représentants notamment du RMO, du maître d'œuvre et du titulaire pour la mise à disposition gratuite des emprises où sont réalisés les travaux ainsi que celles destinées aux installations de chantier.

Ce constat contradictoire est notifié au titulaire.

Il est procédé de même chaque fois que le titulaire a à intervenir dans de nouveaux espaces mis à sa disposition.

Le titulaire ne peut se prévaloir, que ce soit pour se soustraire aux obligations de son marché, ou pour prétendre à une augmentation de prix, des sujétions résultant :

- des mesures de sécurité lui incombant ;
- de l'exploitation du domaine public et des services publics ;
- de l'exécution simultanée d'autres travaux.

Le stationnement n'est toléré dans l'emprise du chantier que sur les zones aménagées à cet effet. Seul le stationnement des véhicules de travaux est autorisé, à l'exclusion de tout véhicule personnel. Aucun dégrèvement n'est accordé pour le stationnement dans les parcs de stationnement payant.

4.4.4 Implantation des ouvrages

4.4.4.1 Déclaration d'intention de commencer les travaux

Le RMO a réalisé la déclaration de projet de travaux conformément à la réglementation en

vigueur.

Le titulaire est réputé avoir intégré dans son offre et y avoir prévu des prestations qui prennent en compte les contraintes éventuelles de proximité des réseaux existants sur le projet avec les incertitudes de localisation indiquées dans les pièces du marché.

L'apparition, en période de préparation et préalablement au compte-rendu de marquage piquetage, d'écarts entre les récépissés de Déclaration d'intention de commencer les travaux (DICT) et les éléments de la consultation, constitue un point d'arrêt. Les parties évaluent l'impact de ces écarts sur le projet et leurs conséquences contractuelles.

Après analyse des écarts par le titulaire, le RMO l'informera avant le démarrage des travaux des conditions nouvelles de réalisation et notamment des éventuelles adaptations du projet assurant sa compatibilité avec la configuration la plus récente des réseaux tiers existants. Les opérations de marquage-piquetage prendront en compte ces éléments.

Le titulaire doit adresser une DICT à chaque exploitant indiqué par le guichet unique défini à l'article [L.554-2](#) du Code de l'environnement, dans un délai de dix jours ouvrés, qui s'applique au titulaire, à compter de la date de démarrage de la période de préparation. En l'absence de réponse à cette DICT par un exploitant dans le délai fixé par l'article [R.554-25](#) du Code de l'Environnement, le titulaire devra le relancer en lui adressant à nouveau la DICT par lettre recommandée avec accusé de réception et l'exploitant a alors deux jours ouvrés pour répondre. À défaut de réponse de l'exploitant, le titulaire en informe le RMO.

Le titulaire doit renouveler la DICT dans le délai et les conditions prévues à l'article [R.554-25](#) du Code de l'environnement.

Le titulaire doit tenir en permanence sur le chantier, pendant toute sa durée, les DICT, les bordereaux d'envois des DICT et les récépissés obtenus avec les plans des réseaux.

4.4.4.2. Réalisation de travaux à proximité de réseaux

Le titulaire doit tenir compte des informations fournies par le RMO notamment celles concernant l'implantation de ses réseaux situés dans l'emprise des travaux à réaliser.

4.4.4.3. Piquetage général

Avant le commencement des travaux, le piquetage général est effectué par le titulaire contradictoirement avec le maître d'œuvre.

4.4.4.4. Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés

Le piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés tels que canalisations ou câbles situés au droit ou au voisinage des travaux à exécuter est effectué par le titulaire contradictoirement avec les résultats des sondages préalables en trois dimensions des ouvrages souterrains fournis par le maître d'œuvre, en application de l'article [27.3.1](#) du CCAG-Travaux.

4.4.4.5. Ouvrages non repérés

En cas de rencontre d'ouvrages non repérés, le titulaire du marché prend toutes dispositions utiles pour qu'aucun dommage ne leur soit causé.

Il prévient sans délai le RMO ainsi que l'opérateur de réseau concerné. Il est alors procédé contradictoirement à leur relevé puis au recueil des mesures de prévention à appliquer lors des travaux. Les mesures techniques à mettre en œuvre pour assurer le maintien en service de ce réseau font l'objet d'un avenant à la charge du RMO et peuvent, le cas échéant, donner lieu à une prolongation de délai.

4.4.5 Provenance - Qualité - Contrôle et prise en charge des matériaux et produits

4.4.5.1. Provenance des matériaux et produits

Le CCTP du présent marché fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire.

Lorsqu'une spécification technique est définie notamment par référence à une norme ou à un label, le titulaire prouve, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent exactement ou de manière équivalente cette spécification.

Toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée au RMO avec tous les documents justificatifs, au minimum un mois avant tout acte qui pourrait constituer un début d'approvisionnement. Le silence du RMO vaut acceptation à l'expiration du délai prévu par l'article [23.2](#) du CCAG-Travaux.

Tout produit livré sur le chantier, et pour lequel la clause d'équivalence est invoquée sans respecter le délai d'un (1) mois avant tout acte qui pourrait constituer un début d'approvisionnement, est réputé avoir été livré en contradiction avec les clauses du marché et doit donc être immédiatement retiré, sans préjudice des frais directs ou indirects de retard ou d'arrêt du chantier.

4.4.5.2. Caractéristiques - qualité - vérification - essais et épreuves des matériaux et produits

Le CCTP du présent marché définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du CCAG-Travaux et, le cas échéant, au CCTG concernant :

- les caractéristiques et qualités de matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux ;
- les modalités de vérification, essais et épreuves tant qualitatives que quantitatives de ces matériaux, produits et composants ;
- la liste des matériaux, produits et composants faisant l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication dans les usines, magasins et carrières du titulaire, ou de ses sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.

Les vérifications de qualité et la surveillance de fabrication sont assurées par le maître d'œuvre.

Le CCTP précise les essais et vérifications dont le titulaire est chargé au titre de l'autocontrôle ; la rémunération afférente est réputée être comprise dans l'offre du titulaire.

Le maître d'œuvre peut décider, après accord du RMO, de faire exécuter par un tiers des essais et vérifications supplémentaires à ceux prévus par le marché, s'ils révèlent une non-conformité ou une malfaçon, ces derniers seront à la charge du titulaire.

4.4.6 Appareil de mesure

Le titulaire fournit les appareils de mesure, de contrôles ou autres nécessaires à l'exécution de ses prestations.

Ces appareils doivent être maintenus en bon état de fonctionnement en permanence et faire l'objet, au minimum, une fois par an, d'une vérification et d'un étalonnage par une entreprise spécialisée qui, à l'issue de son intervention, délivre un certificat d'étalonnage au titulaire.

Les rapports techniques émis par le titulaire comportent obligatoirement les références des appareils de mesure utilisés et pour chacun d'eux, la date du dernier étalonnage.

4.5 Préparation - coordination et exécution des travaux

4.5.1 Période de préparation - programme d'exécution des travaux

4.5.1.1. Période de préparation

Il est procédé, au cours de cette période de préparation, aux opérations énoncées ci-après :

Par le RMO :

- l'autorisation d'accès au site ;
- la désignation des lieux de dépôts provisoires des matériels et matériaux ;
- les moyens et installations mis à disposition ;
- l'approbation du calendrier détaillé d'exécution ;
- l'organisation de la réunion de lancement de la période de préparation ;
- l'approbation du projet des installations de chantier ;
- la déclaration d'ouverture de chantier.

Par le maître d'œuvre :

- le visa du calendrier détaillé d'exécution ;
- le visa des documents d'exécution ;
- la validation des fournitures et des matériaux ;
- le visa du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires prescrits par l'article [28.2](#) du CCAG-Travaux ;
- la facilitation s'adressant aux demandes d'autorisation d'accès au site du titulaire ;
- le cas échéant, la remise aux autorités compétentes de la liste nominative des personnels intervenant sur le chantier rédigée par le titulaire.

Par le titulaire :

- l'établissement du calendrier détaillé d'exécution et des documents d'exécution ;
- la remise des documents administratifs prévus par le marché ;
- la remise de la liste nominative des personnels intervenant sur le chantier ;
- la liste des personnes devant représenter l'entreprise aux réunions de chantier ;
- l'établissement et présentation au visa du maître d'ouvrage du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires prescrits par l'article [28.2](#) du CCAG-Travaux ;
- l'établissement et présentation au visa du maître d'ouvrage des plans d'exécution, notes de calculs et études de détail nécessaires pour le début de travaux, dans les conditions fixées à l'article [29](#) du CCAG-Travaux précisées par le présent document ;
- l'établissement d'un plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) soumis au visa du coordonnateur SPS après l'inspection commune organisée par celui-ci. Cette inspection est obligatoire pour chaque titulaire, cotraitant, sous-traitant.

Par dérogation au dernier alinéa de l'article [28.2.2](#) du CCAG-Travaux, aucune notion de délai ne peut être opposée et les travaux ne peuvent commencer avant l'obtention du ou des visas du RMO ou du maître d'œuvre.

4.5.1.2. Organisation - Hygiène et sécurité du chantier

4.5.1.2.1. Installations de chantier

Les installations nécessaires à la vie du chantier sont réalisées conformément aux indications formulées par la maîtrise d'œuvre, le Coordonnateur SPS, ou dans les pièces de marché

Des emplacements identifiés sont prévus d'être mis gratuitement à la disposition du titulaire, pour ses installations de chantier et dépôts provisoires de matériels et matériaux, s'ils venaient à être jugés insuffisants, les dispositions de l'article [31.1.1](#) du CCAG-Travaux s'appliqueraient.

4.5.1.2.2. Signalisation du chantier

Pour les exigences relatives à la signalisation du chantier, il fait application des dispositions de l'article 31.6 du CCAG-Travaux.

4.5.1.2.3. Mesures de limitation des bruits et vibrations de chantier

Le titulaire prend, à ses frais, toutes les dispositions utiles pour atténuer la gêne occasionnée

aux activités riveraines, pendant toute la durée de l'opération, et pour réduire autant que possible les nuisances de toute nature, notamment :

- bruits ;
- odeurs, fumées, gaz ;
- poussières, saletés ;
- présence de débris divers et gravats ;
- dégradation des voies d'accès du fait de la circulation des engins et camions ;
- ouverture de tranchées.

Le titulaire prend en compte les différentes prescriptions législatives relatives à l'élimination des déchets et la récupération des matériaux ainsi qu'aux installations classées pour la protection de l'environnement.

Les mesures particulières destinées à protéger l'environnement du chantier font l'objet de la part du titulaire de l'établissement d'un plan d'assurance environnement. Il tient compte notamment des prescriptions qui suivent :

- il prend toutes les mesures utiles pour prévenir et interdire les souillures et pollutions de toutes natures tant atmosphériques que terrestres ou aquatiques, notamment en dehors des emprises de chantier ;
- il a à sa charge les moyens techniques mis en œuvre pour respecter les règlements en vigueur relatifs aux limitations des nuisances et des pollutions des eaux ;
- il fait son affaire pour ses propres installations des formalités qu'imposent les textes. Les rejets dans les réseaux d'écoulement existants des produits de lavage des engins, des produits de vidange, de lubrifiants ou de carburants sont formellement interdits.

Tout rejet d'hydrocarbures est interdit, les produits de vidange doivent être recueillis et évacués en fûts fermés ou en vrac s'agissant des capacités. De même, tout déversement de déchets liquides ou solides, même inertes (terres, boues, ...) est proscrit.

Le titulaire signale au RMO et au maître d'œuvre tout incident, voire toute difficulté susceptible d'entraîner une nuisance passagère, dont il précise la durée et l'importance.

Les engins de chantier équipés d'un moteur à explosion ou à combustion interne, les groupes moto compresseurs, les brise-béton et marteaux piqueurs, les groupes convertisseurs de soudage, les groupes électrogènes de puissance, doivent être conformes à un type homologué tel que défini dans les arrêtés ministériels concernant les niveaux sonores aériens émis par les engins de chantier.

Le RMO peut prescrire au titulaire le remplacement ou la modification des moteurs et appareils dont le fonctionnement se révélerait trop bruyant ainsi qu'un horaire spécial pour l'emploi de ces moteurs ou appareils bruyants (utilisation de nuit interdite). Des interdictions momentanées d'utilisation de matériels bruyants (marteaux piqueurs, BRH, etc.) peuvent être prescrites lors de manifestations particulières.

Le titulaire doit s'assurer que les engins ne présentent pas de surcharge par rapport aux caractéristiques des voies d'accès empruntées ; en dérogation à l'article [34](#) du CCAG-Travaux, les réparations des dégradations causées au domaine public ou aux dépendances du domaine public militaire sont intégralement à la charge du titulaire du marché. Il s'engage également à remettre en état les emplacements qui ont été occupés lors de son activité.

Le titulaire est responsable des moyens et matériels qu'il emploie. À ce titre, il doit reconnaître les ouvrages environnants, et notamment, il doit appareiller les ouvrages sensibles pour contrôler l'effet des vibrations que ses travaux peuvent provoquer et s'assurer qu'elles ne sont pas néfastes aux ouvrages environnants.

D'une manière générale, il doit adapter ses procédés et ses moyens de façon à respecter l'environnement.

Travail de nuit - Restrictions fin de semaine et jours fériés

Le titulaire respecte les dispositions législatives et réglementaires en vigueur ainsi que les règlements et décisions de l'autorité militaire.

Poussières

Le titulaire prend toutes les dispositions (arrosage, bâchage, etc.) pour éviter l'émission de poussières, notamment par temps sec et vent fort. Le RMO ou le cas échéant, le maître d'œuvre peut imposer au titulaire toute mesure qu'il jugerait indispensable à cet égard, en particulier l'arrosage abondant et permanent des pistes.

4.5.1.2.3. Sécurité du chantier

Protection des documents

La divulgation partielle ou totale des documents qui sont communiqués au titulaire est rigoureusement interdite sauf autorisation préalable de l'Administration. En outre, la divulgation même partielle de tous renseignements d'ordre militaire quels qu'ils soient, qui pourraient être recueillis par le titulaire ou le personnel placé sous sa responsabilité indirecte à l'occasion de l'étude et de l'exécution des travaux est rigoureusement interdite. Le non-respect de cette règle pourra entraîner des poursuites pénales à destination des contrevenants.

En dehors de la responsabilité personnelle qu'il encourt en raison des divulgations éventuelles des renseignements recueillis dans les conditions citées ci-dessus, le titulaire s'engage à déférer immédiatement à toute demande que lui adresserait l'Administration visant :

- soit à subordonner à une enquête préalable l'acceptation sur le chantier de son personnel ;
- soit à assurer l'identification de ses agents, employés et ouvriers ;
- soit à rechercher et à sanctionner les infractions éventuelles à la police du chantier.

Il s'engage également à restituer à l'Administration à la fin des travaux, tous les documents que celle-ci aurait pu lui communiquer, ainsi que toute reproduction ou extrait qui aurait pu en être fait.

Protection incendie

S'appliquent les dispositions du Code du travail suivantes :

- articles [R.4511-1](#) et [R.4512-2](#) du Code du travail (travaux réalisés dans un établissement par une entreprise extérieure) ;
- articles [R.4227-1](#) et suivants, [R.4216-1](#) et suivants et [L.4121-1](#) du Code du travail (santé et sécurité au travail) ;
- article [R.4512-7](#) du Code du travail et [article 1er, 21° de l'arrêté du 19 mars 1993](#) fixant la liste des travaux dangereux pour lesquels il est établi par écrit un plan de prévention.

Conduite à tenir en cas de sinistre :

Les personnes étrangères au périmètre de l'Administration, par exemple celles relevant du titulaire, se trouvant dans l'établissement concerné par les travaux lors de la déclaration d'un sinistre, doivent se diriger vers la porte principale ou à défaut les voies de fuite désignées.

Selon la configuration du sinistre, ils peuvent prêter main-forte aux intervenants des équipes de l'Administration dans les conditions prévues par les dispositions réglementaires en vigueur et/ou leur déclinaison locale par le Bureau prévention, environnement, incendie (BPEI) compétent sur l'emprise de la BA 126. Dans ce cas, ils participent, si besoin est, à des missions secondaires ne les mettant pas en contact direct avec le feu telles que : police, évacuation du matériel, etc.

Emploi du feu :

L'emploi du feu est interdit à l'intérieur des établissements du SEO.

Les travaux de réparation ou d'aménagement conduisant à une augmentation des risques ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis de travail » et éventuellement d'un « permis de feu », en respectant les règles des consignes particulières.

Le permis de feu est obligatoire pour des entreprises qui interviennent sur :

- certains sites classés pour la protection de l'environnement (ICPE) ;
- les chantiers soumis aux dispositions de l'article [R.4512-7](#) du Code du travail ;
- pour tous les travaux de soudage oxyacétylénique et pour toutes les autres opérations de soudage, de découpage par chalumeau, de soudage par arc électrique ou comportant l'usage d'une flamme, qui ne sont pas effectuées sur un poste permanent de travail.

Cette procédure obligatoire est rappelée également dans la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement dans les dispositions de l'[article 32 de l'arrêté du 12 octobre 2011](#) relatif aux installations de chargement ou de déchargement desservant un stockage de liquides inflammables soumises à autorisation au titre de la [rubrique 1434-2](#) de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement.

Le « permis de travail », le « permis de feu » s'il y en a un, ainsi que la consigne particulière sont établis et visés par l'exploitant ou par la personne qu'il aura désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis de travail », le « permis de feu », le cas échéant, et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation sont cosignés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées, sans préjudice des dispositions prévues par le Code du travail.

Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations est effectuée par l'exploitant ou son représentant.

Le préventeur du DEA de Solenzara sera chargé de la rédaction du permis de feu. Un modèle de permis de feu référencé ED 6030 est disponible sur le portail Internet [de l'INRS](#).

Dispositions générales :

Le titulaire doit respecter les consignes relatives à l'ordre et à la sécurité en vigueur, ainsi que les prescriptions générales que l'Administration juge utile d'établir.

Il est formellement interdit au personnel relevant du titulaire de s'écarter des chemins et chantiers qui lui sont désignés, sauf lorsqu'il a une autorisation spéciale en vue d'y effectuer un travail bien déterminé.

Il doit formellement s'abstenir de fumer à l'intérieur du dépôt pétrolier en dehors des espaces désignés et signalisés.

Le titulaire doit établir, à ses frais, aux endroits qui lui sont désignés par le maître d'œuvre ou le cas échéant, le chef d'établissement, les locaux qui lui sont nécessaires pour la surveillance et la comptabilité de l'entreprise ainsi que pour l'emménagement des matériaux. Les dépôts des matériaux non emmagasinés sont soumis aux mêmes dispositions.

Le titulaire ne peut élever aucune réclamation si une autre entreprise intervient sur le site.

De même, il ne peut élever aucune réclamation, ni prétendre à aucune indemnité pour la gêne que peut lui causer l'occupation de certains locaux. Il doit, dans la mesure du possible, s'efforcer de n'apporter aucune gêne à la circulation des occupants desdits locaux lors de l'exécution des travaux.

4.5.1.2.4. Fournitures des fluides

Le titulaire pourra disposer de l'accès à l'eau dans la limite des débits et pressions disponibles sur l'emprise. Toutefois, des dispositifs de protection et de comptage devront être installés par le titulaire, à ses frais.

Le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité en cas de défaillance même momentanée intervenant sur les différents réseaux d'approvisionnement.

Les frais de consommation engendrés par l'activité du titulaire seront remboursés à l'administration.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur facture au vu d'un état des sommes dues signé contradictoirement par le représentant de l'entreprise et celui du SEO.

S'agissant de l'accès à la ressource électrique, le titulaire fonctionnera en autosuffisance et mettra obligatoirement en place des groupes électrogènes.

4.5.2 Exécution des travaux

4.5.2.1. Tâches essentielles

Au titre du présent marché, en cas de groupement d'opérateurs économiques, chaque cotraitant éventuel est chargé d'une ou plusieurs parties de réalisation des travaux suivant la répartition figurant dans l'acte d'engagement, l'annexe 1 à l'acte d'engagement et le mémoire technique du titulaire.

Chaque cotraitant est responsable de l'intégralité des prestations lui étant confiées.

Par cohérence d'ensemble, les tâches « essentielles » recouvrent l'intégralité des travaux assurés par chaque cotraitant suivant la répartition faite dans les documents contractuels.

Lorsqu'un cotraitant est défaillant, qu'il soit par exemple en liquidation judiciaire ou dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, la mission qui lui a été confiée pourra être prise en charge soit par un autre membre du groupement, soit par un sous-traitant après accord du maître d'ouvrage.

Dans le cas où le marché est passé avec un groupement conjoint dont le mandataire est solidaire de chacun des membres, si l'un des membres du groupement ne se conforme pas aux obligations contractuelles qui lui sont attribuées dans l'acte d'engagement, le RMO le met en demeure d'y satisfaire. Si le membre du groupement n'a pas déféré à la mise en demeure dans les délais impartis, le mandataire du groupement est tenu de se substituer à lui dans un délai d'un mois suivant l'expiration de ce délai.

Dans le cas où le marché est passé avec un groupement conjoint dont le mandataire est solidaire de chacun des membres, si le mandataire ne se conforme pas aux obligations qui lui incombent en tant que représentant et coordonnateur des autres membres du groupement, il est mis en demeure d'y satisfaire, dans un délai déterminé, par une décision du RMO qui lui est notifiée par écrit.

Si cette mise en demeure reste sans effet, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant dans le délai de trente jours. En l'absence de désignation dans ce délai, le cocontractant exécutant la part financière la plus importante à réaliser d'ici la fin du marché à la date de cette modification devient le nouveau mandataire du groupement.

4.5.2.2. Réunions de chantier

Les réunions de chantier ont lieu aux jours ouvrés et heures fixés par le maître d'œuvre.

Le représentant du titulaire doit avoir le pouvoir de l'engager et de donner sur le champ les ordres nécessaires aux personnels relevant de son périmètre, intervenant sur le chantier.

Toute absence du représentant qualifié du titulaire à une réunion de chantier à laquelle il est convoqué entraînera l'application immédiate de pénalités.

Est également considérée comme une absence la représentation du titulaire par des personnes non qualifiées.

4.5.2.3. Registre de chantier

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG-Travaux, la tenue d'un registre de chantier n'est pas

prévue.

4.5.2.4. Communication chantier

Aucune démarche de communication de chantier n'est souhaitée de façon spontanée, s'il advenait que des prises de vue soient requises, cela se ferait sur demande expresse du RMO ou du maître d'œuvre.

4.5.2.5. Visites de chantier extraordinaires

Le titulaire doit nécessairement accompagner et diriger les visites de chantier extraordinaires qui seraient réalisées à la demande du RMO ou du maître d'œuvre, pour son propre compte comme pour le compte de tiers. Il met à cet effet à disposition l'ensemble des équipements de protection individuelle nécessaires (bottes, chaussures de chantier, casques, gilets, etc.) en nombre et tailles suffisants.

Le titulaire est également tenu à un devoir de conseil auprès du RMO ou du maître d'œuvre, notamment en matière de sécurité des tiers étrangers au chantier et son attention est attirée sur le fait qu'il a tout pouvoir pour interdire l'accès à son chantier s'il estime que les conditions de sécurité minimales nécessaires à une visite de tiers ne sont pas assurées.

4.5.3 Plan d'exécution - Notes de calculs - Études de détails

Le titulaire établit, d'après les documents particuliers du marché, notamment d'après les éléments de définition du projet, les pièces nécessaires à la réalisation des ouvrages, tels que les plans d'exécution, notes de calculs et études de détail. Les plans, notes et études sont soumis à l'approbation préalable du RMO.

Le titulaire fournit, conformément au calendrier détaillé d'exécution, les plans d'atelier et de chantier (PAC) relatifs :

- aux méthodes de réalisation ;
- aux ouvrages provisoires ;
- aux moyens de chantier.

Dès la notification de l'OS de démarrage du chantier, le titulaire procède à l'établissement de différents documents nécessaires au début des travaux dans les conditions prévues à l'article [29.1](#) du CCAG-Travaux.

Pendant la période de préparation :

Toutes les études ainsi que tous les compléments d'études nécessaires pour une réalisation parfaite et totale des installations sont intégralement à la charge du titulaire.

4.5.4 Équipements, matériaux et produits

À la demande du maître d'œuvre, les choix du titulaire concernant les équipements, matériaux et produits sont soumis à son approbation et éventuellement celle du RMO avant leur mise en œuvre.

4.5.5 Nettoyage

Nettoyage des zones de travail

Outre l'évacuation quotidienne des gravats, le titulaire assure le maintien en état de propreté permanent des zones de travail dans lesquelles il intervient.

Le titulaire doit maintenir sa zone de travail propre et libre de tous déchets depuis le début de son intervention jusqu'à réception de ses travaux.

Le titulaire du marché de travaux a la charge de l'évacuation de ses propres déchets et gravats jusqu'aux lieux de stockage fixés dans les pièces contractuelles d'organisation de chantier du

marché. Le titulaire doit le nettoyage fin, avant réception, de tous ses ouvrages.

Nettoyage des voies publiques

Le titulaire prend toutes les précautions pour éviter les chutes de matériaux sur les voies publiques empruntées par ses véhicules et ses engins ; il effectue en permanence, à ses frais, les nettoyages nécessaires pour que toutes les voies utilisées restent en parfait état de propreté.

Ces nettoyages sont soumis aux règles imposées par les arrêtés municipaux en vigueur dans la commune du lieu d'exécution des travaux.

En cas de défaillance, qu'elle relève d'inertie, de manquements ou de mauvaise foi, par règle d'ordre public, les opérations de nettoyage des zones de travail et des voies publiques seront exécutées aux frais et risques du titulaire.

4.6 Contrôles et réception des travaux

4.6.1 Essais et contrôles des ouvrages exécutés

Les essais et contrôle d'ouvrage ou parties d'ouvrage, prévus par les documents techniques du marché, sont assurés contradictoirement sur le chantier par le titulaire du marché et le maître d'œuvre ou son représentant en application de l'article [38](#) du CCAG-Travaux.

Des visites de contrôle de l'état d'avancement des travaux seront effectuées régulièrement par les services du RMO.

Des réunions de chantiers seront réalisées en cours d'exécution.

4.6.2 Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Au terme des travaux le titulaire doit :

- procéder à l'évacuation de ses déblais ;
- nettoyer les installations ;
- réparer et remettre en état les installations détériorées.

Ces prestations sont effectuées dans le délai d'exécution des travaux.

À la fin des travaux, dans le délai de dix (10) jours ouvrés comptés de la date de la décision de réception, le titulaire doit avoir procédé aux dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

En cas de retard, ces opérations seront faites dans les conditions stipulées à l'article [37](#) du CCAG-Travaux, sans préjudice d'une pénalité journalière définie à l'article 7.2.3 du présent CCAP.

4.6.3 Réception

La procédure de réception des travaux se déroule conformément aux dispositions de l'article [41](#) du CCAG-Travaux sous réserve des articles [42.3](#) et [42.4](#).

Conformément à l'article [42](#) du CCAG-Travaux, les parties d'ouvrages et/ou tranches de travaux énumérées ci-après, donnent lieu à une réception partielle :

- Tranche ferme (TF) : Ouvrages du dépôt de réception SK-MER, incluant les équipements du « Sea-Line » dont le « PLET » (dispositif assurant la liaison avec les pétroliers) ;
- Tranche optionnelle n°1 (TO1) : ouvrages du dépôt d'exploitation principal K2 ;
- Tranche optionnelle n°2 (TO2) : ouvrages du dépôt d'exploitation secondaire K1 ;
- Tranche optionnelle n°3 (TO3) : ouvrages relevant de la tuyauterie inter-dépôts, reliant en infrastructure les trois implantations.

La réception partielle peut être effectuée par tranche et/ou par ouvrage fonctionnel, elle ne peut pas être effectuée par corps d'état.

4.6.4 Documents fournis après exécution

Les documents que doit remettre le titulaire, après exécution des travaux, sont mentionnés à l'article [40](#) du CCAG-Travaux dont la composition est fixée par [l'arrêté du 28 mai 2018](#) et à l'article 4.2.C des dispositions du CCTP.

Ces documents sont présentés en deux exemplaires reproductibles, dont un dématérialisé, fourni sur support de stockage externe USB qui ne sera pas restitué par l'Administration.

Le ou les supports informatiques seront étiquetés, vérifiés exempts de tout virus et contiendront des fichiers non-compressés sous format :

- Microsoft Word ® ;
- Microsoft Excel ® ;
- Microsoft Project ® ;
- Logiciel de dessin permettant de garantir l'interopérabilité avec le logiciel AutoCAD ® de chez Autodesk ®, en version française.

La version de ces documents sujets à modification, doit impérativement être identifiée par les informations suivantes :

- indice de création/modification ;
- date correspondant à l'indice ;
- objet de la version ;
- auteur.

Pour les logiciels de bureautique, les versions dites « ouvertes » sont autorisées sous réserve qu'elles soient parfaitement compatibles avec les logiciels du pack Microsoft Office (mise en page, police, etc.).

Une copie en version Adobe ® « *Portable Document Format* » (PDF ®) de tous les fichiers sera également incluse dans les supports informatiques (répertoire spécifique nommé « PDF ® »).

Les programmes et fichiers de paramétrages seront remis dans le format du logiciel de programmation natif du fournisseur du matériel.

Dans tous les cas, le titulaire s'assure que les documents qu'il remet après exécution correspondent aux prestations réellement exécutées.

L'absence de fourniture des documents fera l'objet de pénalités définies à l'article 7.2.4 du présent CCAP.

4.7 Considérations sociales

Le présent marché ne comporte pas de clause d'insertion afin de faciliter l'insertion professionnelle des publics en difficulté.

4.8 Considérations environnementales

Dans une volonté de protection de l'environnement, il est fait application de l'article [R.2111-10](#) du CCP en prévoyant d'avoir recours à des spécifications techniques à caractère environnemental au stade de l'offre par la fourniture des éléments suivants :

- schéma organisationnel du plan de respect de l'environnement (SOPRE) ;
- schéma organisationnel du suivi de l'évacuation des déchets (SOSSED).

Le champ d'application du domaine prévoit également de faire appel à des propositions de conditions d'exécution formulées par les soumissionnaires visant :

- la performance en matière de protection de l'environnement sur la partie génie civil ;
- la performance en matière de protection de l'environnement sur la partie chaudronnerie ;
- la performance en matière de protection de l'environnement sur la partie électricité.

Ces propositions sont formulées dans le mémoire technique du titulaire et sont donc applicables

lors de l'exécution du marché considérant l'ordre de prévalence des pièces contractuelles.

En outre, le titulaire s'engage à respecter scrupuleusement l'intégralité des exigences législatives et réglementaires qui lui sont applicables en matière de protection de l'environnement.

4.8.1 Gestion des déchets

Les déchets de chantier sont gérés conformément aux dispositions de l'article [36](#) CCAG-Travaux.

Aux fins de contrôle et de suivi, le titulaire assure la traçabilité des déchets. Les sujétions de dépose, de tri et d'élimination des produits de démolition, de démontage et de traitement des déchets sont précisées dans les documents techniques du marché.

En cas de manquement du titulaire à ses obligations, les déchets non enlevés peuvent être transportés d'office, à ses frais.

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux, objet du marché, est de la responsabilité du RMO en tant que producteur de déchets et du titulaire en tant que détenteur de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste producteur de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions.

Le titulaire veille à ce que soient effectuées les opérations de collecte, transport, entreposage, tris éventuels, traitement et évacuation des déchets créés par les prestations objet du marché vers les sites susceptibles de les recevoir, conformément à la réglementation en vigueur.

Le RMO transmet au titulaire, avant l'exécution des travaux, toute information nécessaire pour permettre à celui-ci de valoriser ou d'éliminer les déchets conformément à la réglementation en vigueur.

Le titulaire est tenu de fournir au RMO les éléments de traçabilité des déchets et matériaux issus du chantier, notamment grâce à l'usage de bordereaux de suivi ou de dépôt des déchets de chantier. Le titulaire remet au RMO, avec copie au maître d'œuvre, les constats d'évacuation des déchets signés contradictoirement par le titulaire et les gestionnaires des installations autorisées ou agréées de valorisation ou d'élimination des déchets.

Pour les déchets dangereux, l'usage d'un bordereau de suivi conforme à la réglementation en vigueur est obligatoire.

En cas de non-communication de ces éléments justificatifs, et après une mise en demeure restée infructueuse, le RMO se réserve le droit d'appliquer les pénalités prévues à l'article 7.2.4 du présent CCAP.

4.8.1.1. Schéma d'organisation et de gestion des déchets de chantier

Comme évoqué dans l'encart destiné aux considérations environnementales du présent article, le titulaire est tenu au respect du Schéma d'organisation de la gestion et de l'élimination des déchets de chantier (SOGED) relatif à la gestion des déchets de chantier.

Le SOGED doit être remis au stade de l'offre, annexé au mémoire technique du soumissionnaire puis, amendé pendant la période de préparation du chantier ou à défaut dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent marché.

Le titulaire s'engage notamment sur :

- le pré-tri sur le site des différents déchets de chantier ;
- les méthodes qui seront employées pour ne pas mélanger les différents déchets (bennes, stockage, localisation sur le chantier des installations, ...) ;
- les centres de stockage et/ou centres de regroupement et/ou unités de recyclage vers lesquels sont acheminés les différents déchets, en fonction de leur typologie et en accord avec le gestionnaire devant les recevoir ;

- l'information, en phase travaux, du maître d'œuvre quant à la nature et à la constitution des déchets et aux conditions de dépôt envisagés sur le chantier ;
- les modalités retenues pour assurer le contrôle, le suivi et la traçabilité ;
- les moyens matériels et humains mis en œuvre pour assurer ces différents éléments de gestion des déchets et notamment la personne qui sera nommément désignée responsable des déchets ainsi que les mesures de sensibilisation du personnel.

4.9 Traitement de données à caractère personnel

Au sens du règlement(UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, dit RGPD⁵ et de [la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978](#) relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le RMO est désigné comme le responsable de traitement et le titulaire comme le sous-traitant.

Pour tout échange relatif à la protection des données personnelles, le RPA s'adresse au référent RGPD du SEO qui reste joignable en cas de besoin par l'intermédiaire du contact administratif mentionné dans l'annexe nommée « Courriels et points de contact – SEO ».

4.9.1 Description des traitements

Les soumissionnaires sont informés que des données à caractère personnel (notamment noms, prénoms, adresses mails, données de connexion) collectées dans le cadre de la présente procédure de passation et dans le cadre de l'exécution du présent marché public sont susceptibles de faire l'objet de traitements.

Pour toute la durée du marché, le titulaire est autorisé à traiter pour le compte du RPA les données à caractère personnel nécessaires pour assurer les travaux.

Pour la parfaite réalisation de l'attendu, le RMO met à la disposition du titulaire les informations nécessaires à la mise en œuvre de sa mission de sous-traitant à l'exclusion des données relatives au secret de la Défense.

4.9.2 Base juridique du traitement

Cf. paragraphes c) et e) de l'article 6.1 du RGPD⁶.

4.9.3 Finalité du ou des traitements

Le traitement s'adresse au suivi de la présente procédure de passation, à l'attribution du marché public et aux obligations légales en matière de durée d'utilité administrative (DUA) applicable aux marchés publics.

4.9.4 Destinataires ou catégories de destinataires

Les données à caractère personnel concernées sont destinées exclusivement aux services du RMO, des ministères et des opérateurs de l'État, en charge de la passation puis de l'exécution du présent contrat.

4.9.5 Durée de conservation

Ces données sont conservées pendant toute la durée de passation et d'exécution du contrat ainsi que durant la DUA applicable au contrat.

Conformément aux dispositions des articles 15 à 21 du RGPD⁷, les personnes dont les données à caractère personnel sont collectées disposent notamment d'un droit d'accès, de rectification et d'effacement à ces informations qui les concernent. Elles peuvent également s'opposer au traitement de ces données.

L'exercice des droits d'information et d'accès aux données à caractère personnel peut être

⁵ RGPD : règlement général sur la protection des données, <https://www.cnil.fr/fr/reglement-europeen-protection-donnees>

⁶ <https://www.cnil.fr/fr/reglement-europeen-protection-donnees/chapitre2#Article6>

⁷ <https://www.cnil.fr/fr/reglement-europeen-protection-donnees/chapitre3#Article15>

effectué auprès du délégué à la protection des données.

La personne dont les données à caractère personnel sont collectées dans le cadre de la présente procédure dispose d'un droit de réclamation auprès de la CNIL⁸.

4.9.6 Obligations de l'acheteur

Le RPA :

- informe le titulaire de toutes les modifications apportées à la description des traitements visés à l'article 1 du présent document ;
- documente toute instruction concernant le traitement des données par le titulaire ;
- veille, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du titulaire ;
- supervise le traitement et réalise les audits et les inspections auprès du titulaire.

4.9.7 Obligations du titulaire

Le titulaire :

- ne peut traiter les données uniquement pour la ou les seules finalités qui font l'objet de la sous-traitance ;
- traite les données conformément aux instructions documentées du RPA confiées lors de la réunion de lancement ou au cours de l'exécution du marché ;
- informe le RPA immédiatement si une instruction lui apparaît comme une violation du cadre juridique relatif à la protection des données ;
- informe le RPA, avant le traitement, s'il doit procéder à un transfert de données vers un pays tiers à l'Union européenne ou une organisation internationale, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public ;
- garantit la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché ;
- veille à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent marché s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité, et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;
- prend en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et par défaut.

4.9.8 Sous-traitance ultérieure par le titulaire

Le titulaire peut faire appel à un autre sous-traitant, désigné comme sous-traitant ultérieur, pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement par écrit le RMO de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information indique les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance. Le RMO dispose d'un délai minimum de dix (10) jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si le responsable de traitement n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent marché pour le compte et selon les instructions du RMO. Il appartient au titulaire de s'assurer que le sous-traitant ultérieur présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du cadre juridique sur la protection des données. Si le sous-traitant ultérieur ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le titulaire demeure pleinement responsable devant le RMO de l'exécution par l'autre sous-traitant de ses

⁸ CNIL : Commission nationale de l'informatique et des libertés.

obligations.

4.9.9 Droit d'information des personnes concernées

Le titulaire, au moment de la collecte des données, doit fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement l'information relative aux traitements de données qu'il réalise. La formulation et le format de l'information doivent être convenus avec le responsable de traitement avant la collecte de données.

4.9.10 Exercice du droit des personnes

Dans la mesure du possible, le titulaire assiste le RPA à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du sous-traitant des demandes d'exercice de leurs droits, le titulaire doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique au RMO.

4.9.11 Notification des violations de données à caractère personnel

Le titulaire notifie au RPA toute violation de données à caractère personnel immédiatement et au plus tard, dans un délai d'une (1) heure après en avoir pris connaissance. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au RPA, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

Le titulaire assiste le RPA lors de l'élaboration du contenu de la notification à l'autorité de contrôle.

4.9.12 Mesures de sécurité

Le titulaire remet au RPA une note précisant les mesures techniques et organisationnelles garantissant un niveau de sécurité adapté au risque. Ces mesures sont prises pour les traitements effectués pour le compte du RPA dans le cadre de l'exécution des travaux.

4.9.13 Sort des données

Le titulaire remet au RPA une note précisant les mesures techniques et organisationnelles garantissant un niveau de sécurité adapté au risque. Ces mesures sont prises pour les traitements effectués pour le compte du RPA dans le cadre de l'exécution des travaux.

Il renvoie toutes les données à caractère personnel au responsable de traitement.

Le renvoi s'accompagne de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du titulaire. Une fois détruites, le titulaire justifie par écrit de la destruction.

4.9.14 Délégué à la protection des données

Le titulaire communique au RPA le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un, conformément à l'article 37⁹ du RGPD.

4.9.15 Registre de traitement

Le titulaire tient un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du responsable de traitement comprenant :

- le nom et les coordonnées du RPA pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
- les catégories de traitements effectués pour le compte du RPA ;

⁹ <https://www.cnil.fr/fr/reglement-europeen-protection-donnees/chapitre4#Article37>

- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 4910, paragraphe 1, deuxième alinéa du RGPD, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;
- dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles.

4.9.16 Documentation

Le titulaire met à la disposition du RPA la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le RPA ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

4.9.17 Identité et coordonnées du responsable de traitement et de son représentant

Le Ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique
59 boulevard Vincent Auriol
75703 PARIS CEDEX 13

Représenté par : le Directeur des achats de l'État.

4.9.18 Responsable de traitement opérationnel (RTO)

La Direction des achats de l'État.

Représentée par : le Directeur des achats de l'État.

4.9.19 Pénalité pour manquement aux obligations associées à la protection des données à caractère personnel

En cas de méconnaissance de la réglementation liée à la protection des données à caractère personnel et des stipulations du présent document, une pénalité forfaitaire de 200 euros sera appliquée pour non transmission du nom et des coordonnées du DPD du titulaire, pour absence de notification au RMO d'une violation de données à caractère personnel, pour non-tenue du registre des activités de traitement.

Conformément au CCAG-Travaux, le RMO peut résilier le marché pour faute du titulaire en cas de manquement grave et répété, par le titulaire ou son sous-traitant, aux obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données à caractère personnel et à la sécurité prévues par la réglementation française et européenne ainsi qu'aux obligations prévues par le présent article et par les pièces particulières du marché.

4.10 Confidentialité et secret des affaires

Le titulaire met en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il a accès lors de l'exécution du marché, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel.

Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse du RMO, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors du marché ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

Le RMO peut demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis, sans en conserver aucune copie ou

¹⁰ <https://www.cnil.fr/fr/reglement-europeen-protection-donnees/chapitre5#Article49>

trace.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire peut entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire.

Le présent marché concerne des travaux, dès lors, de par l'objet-même du marché, le titulaire peut être amené à connaître du secret des affaires de tiers lors de l'exécution.

Dans ce cadre, il ne peut divulguer les données et informations couvertes par le secret des affaires dont il aurait connaissance pendant la durée d'exécution du marché. Dans l'hypothèse où il aurait connaissance de telles informations, il s'engage à mettre en œuvre l'ensemble des moyens nécessaires afin de réduire les risques de divulgation, notamment au moyen d'engagements de confidentialité individuels, de cloisonnement organisationnel et de paramétrage des droits d'accès.

En cas de violation de cette obligation, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire d'un montant de deux-cent (200) euros par document divulgué en méconnaissance du secret des affaires, ainsi que, en cas de manquement grave ou répété, la résiliation du marché à ses torts.

Cette interdiction ne prend pas fin à l'issue du marché.

Le titulaire consent, en application de l'article [L.151-5](#) du Code de commerce, à ce que tous les documents de son offre et ceux liés à l'exécution du marché puissent être divulgués par le RMO à un tiers, à la condition que cette divulgation s'avère nécessaire, notamment pour les besoins d'une mission de conseil ou d'assistance à maîtrise d'ouvrage, de contrôle des prestations réalisées ou en cas de passation d'un marché de substitution.

Le RMO s'engage, le cas échéant, à obtenir de ce tiers toutes les assurances nécessaires quant à la mise en œuvre par ce dernier et ses éventuels sous-traitants de mesures effectives de protection des informations couvertes par le secret des affaires.

Le RMO informe le titulaire par écrit 15 jours avant de divulguer de telles informations, en précisant le motif, la durée ainsi que les informations et documents concernés.

4.11 Conflit d'intérêt

Tout au long de l'exécution du marché, le titulaire est tenu de déclarer sans délai au RMO toute situation de nature à constituer un conflit d'intérêts.

4.12 Clauses de réexamen

En application de l'article [R.2194-1](#) du CCP, le présent marché public pourra être modifié quel qu'en soit le montant, dans les circonstances suivantes :

- tout en restant dans le strict périmètre du marché, lors de la modification de l'étendue des travaux nécessaires, leur localisation précise sur l'emprise, l'implantation physique des équipements indispensables à la mise en exploitation des installations ainsi que leur nombre ;
- la prise en compte des potentielles évolutions réglementaires ou normatives ;
- lorsque, sous réserve de la limite fixée à l'article R.2194-3 du CCP, des travaux, fournitures ou services supplémentaires, quel que soit leur montant, sont devenus nécessaires et ne figuraient pas dans le marché initial, à la condition qu'un changement de titulaire soit impossible pour des raisons économiques ou techniques tenant notamment à des exigences d'interchangeabilité ou d'interopérabilité avec les équipements, services ou installations existants ;
- lors de la survenance de circonstances ou d'éléments impondérables tels que climatiques, sanitaires, sociaux ou de toute autre nature, qu'un acheteur diligent ne pouvait pas prévoir ;
- à l'occasion de la modification de durée d'exécution initialement définie par le calendrier détaillé d'exécution ou de l'ordonnancement des travaux dans la suite logique requise ;
- afin d'acter un changement de titulaire, cession du contrat au profit d'un nouveau titulaire (fusion, acquisition, absorption, réorganisation interne) à la condition que cela n'entraîne

aucune modification substantielle du contrat et que l'opérateur économique présenté remplisse les critères de sélection initiaux.

Les décisions prises dans le cadre de la clause de réexamen par le RMO sont notifiées par OS, elles peuvent comporter en annexe le devis ou mémoire produit par le titulaire.

En cas d'impact financier, après un éventuel OS, le modificatif peut être réalisé sous forme d'avenant, qui comportera la signature du Titulaire, cet avenant étant ensuite transmis au contrôle financier pour visa puis signature par le RMO et notification.

Ces modifications pourront avoir pour effet potentiel d'augmenter ou de diminuer le prix du marché initial ; elles ne seront pas plafonnées financièrement.

Certaines modifications peuvent être effectuées par simple ordre de service, notamment :

- lorsqu'intervient un changement des points de contact, des coordonnées des interlocuteurs ;
- lorsqu'intervient un changement de comptable assignataire et/ou d'imputation budgétaire.

4.13 Obligations administratives en cours d'exécution

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au RMO les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement de concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiées au RMO.

En cas de manquement, le RMO ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles [D.8222-5](#) ou [D.8222-7](#) ou [D.8254-2 à D.8254-5](#) du Code du travail.

Ces documents sont transmis par le titulaire au moyen d'une mise à disposition à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com/> ou <https://www.aprovall.com/fr/> en informant le RMO du dépôt effectif.

Si le titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés les documents suivants :

- a) l'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service "[SIPSI](#) " du ministère chargé du Travail, conformément aux articles [R.1263-5](#) et [R.1263-7](#) du Code du travail ;
- b) une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles [L.1263-6](#), [L.1264-1](#), [L.1264-2](#) et [L.8115-1](#) du Code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

En application des dispositions des articles [L.8291-1](#) et suivants du Code du travail, le titulaire, ou chacun des membres du groupement le cas échéant, est tenu de faire porter par le personnel accomplissant, dirigeant ou organisant les travaux sous sa direction ou dans le cadre d'un contrat de sous-traitance, dans l'enceinte du chantier et en permanence, sa carte d'identité professionnelle sécurisée des salariés du secteur du bâtiment et des travaux publics (BTP). Elle doit être présentée aux agents de contrôle.

Le RMO peut vérifier auprès de l'union des caisses mentionnée à l'article [R.8291-2](#) du Code du travail que les salariés du titulaire d'un sous-traitant direct ou indirect ou d'un cocontractant d'un sous-traitant ont été déclarés auprès de cet organisme et que leurs cartes ou attestations ont été émises par celui-ci.

Le salarié titulaire d'une carte d'identification professionnelle ou de l'attestation provisoire est tenu de la présenter sans délai à la demande du RMO ou d'un donneur d'ordre intervenant sur le chantier où le salarié exerce son activité.

4.14 Relation Fournisseurs

Un encadrement des relations contractuelles par la charte de déontologie

Dans le cadre de la passation et de l'exécution du présent contrat, les relations contractuelles se font dans le respect des dispositions de la Charte de déontologie de la Direction des achats de l'État (DAE). Celle-ci constitue le cadre de référence pour tous les agents du spectre des achats de l'État, tant contractuels que fonctionnaires, dans leurs activités. Les dispositions de la charte visent notamment à prévenir les risques d'atteinte à la probité et en particulier le favoritisme et la prise illégale d'intérêt.

Le titulaire est invité à prendre connaissance de ladite charte consultable à l'adresse suivante :

https://www.economie.gouv.fr/files/files/directions_services/dae/doc/charte_deontologie_dae.pdf?v=1680163773

L'engagement dans la démarche de labellisation RFAR

Le SEO est signataire de la charte « relations fournisseurs achats responsables » (RFAR).

À ce titre, elle souhaite favoriser et valoriser les bonnes pratiques à l'égard de l'ensemble des fournisseurs et des sous-traitants intervenant sur ses marchés publics, et inviter l'ensemble de ses fournisseurs à se conformer à la [norme S0 20400:2017](#), et aux exigences de la charte « relations fournisseurs achats responsables » (RFAR).

Le titulaire s'engage à informer le RMO de toute démarche entreprise en la matière, notamment la signature de la charte « relations fournisseurs achats responsables » (RFAR) puis le dépôt d'un dossier de candidature au label « relations fournisseurs et achats responsables » (RFAR) et de l'éventuelle obtention de ce label, ainsi que des mesures prises pour intégrer les recommandations de la [norme ISO 20400:2017](#) dans ses processus internes.

La médiation des entreprises, en association avec le conseil national des achats (CNA) accompagne le titulaire dans cette démarche : <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>

Le SEO a obtenu le label « relations fournisseurs et achats responsables » (RFAR) adossé à la [norme ISO 20400:2017](#) « Achats Responsables - Lignes directrices », délivré par la Médiation des entreprises et le conseil national des achats.

Recours préalable au médiateur interne « RFAR »

Dans l'hypothèse où lorsqu'une partie souhaite recourir à la médiation dans le cadre du marché, considérant que ce dernier ne possède pas de médiateur « Relations fournisseurs-achats responsables » elle peut saisir :

- le médiateur des entreprises, dans les conditions prévues aux articles [R.2197-23](#) et [R.2197-24](#) du CCP ;
- tout autre tiers désigné conformément à l'article [L.2197-1](#) du CCP.

Les parties peuvent décider de fixer un délai maximum de médiation.

Sous réserve des exceptions prévues par le [Code de la justice administrative](#), la médiation est soumise au principe de confidentialité ; les constatations du médiateur et les déclarations des parties recueillies par ses soins dans le cadre de la médiation restent confidentielles ; ce principe de confidentialité ne s'applique pas aux pièces, documents et déclarations qui sont connus des parties et préexistent à la médiation, sans préjudice des mentions de protection qui peuvent les

concerner.

Chaque partie reste libre de quitter à tout moment le processus de médiation.

Les délais de recours contentieux recommencent à courir de la date à laquelle soit l'une des parties, soit le médiateur, déclare par message sécurisé à l'ensemble des parties et au médiateur que la médiation est terminée. Les délais de prescription recommencent à courir pour une durée qui ne peut être inférieure à six mois.

Le recours au service de la médiation est entièrement gratuit.

4.15 Certificat de bonne exécution – Labels

En cas de bonne exécution des différents attendus du présent marché, le titulaire peut solliciter auprès du contact administratif mentionné dans l'annexe nommée « Courriels et points de contact – SEO » la délivrance d'un certificat de bonne exécution.

Le titulaire peut également obtenir, auprès de ce même contact, les éléments visant à se voir attribuer les labels mis en place au ministère des Armées, dont le label « utilisé par les forces armées » (UAF).

Espace laissé intentionnellement vide

ARTICLE 5 - RÉGIME FINANCIER

5.1 Monnaie et TVA

5.1.1 Monnaie

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

5.1.2 Taux de TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article [269](#) du Code général des impôts.

5.1.3 Frais particuliers

Les dispositions de l'article [283-2 nonies](#) du Code général des impôts, relatives au régime d'auto-liquidation de la TVA dans le secteur du bâtiment et des travaux publics s'appliquent au présent contrat.

Ainsi la TVA due au titre des travaux de construction réalisés par un sous-traitant est acquittée par le donneur d'ordre assujetti à la TVA. Donc, le sous-traitant déclare uniquement le montant hors taxe des prestations exécutées.

Le titulaire du marché doit attester du contrat passé avec son sous-traitant et de la nature des prestations sous-traitées justifiant l'auto-liquidation dans le DC4.

Les demandes de paiement transmises par le titulaire doivent revêtir la mention « auto-liquidation » pour justifier de l'absence de collecte de la TVA par le sous-traitant.

5.2 Forme et contenu des prix

Le type de prix est forfaitaire sous la forme de prix révisables.

Les prix sont établis selon la forme de prix forfaitaires pour les prestations attendues et incluent l'intégralité des dispositions générales.

Les montants forfaitaires sont détaillés dans la décomposition du prix globale et forfaitaire (DPGF) objet de l'annexe 1 à l'acte d'engagement.

Le contenu des prix est établi conformément aux dispositions de l'article [9.1](#) du CCAG-Travaux.

Les prix sont réputés inclure :

- les frais afférents à la réalisation des travaux et prestations ;
- la cession des droits de propriété intellectuelle ou de toute autre nature visés au chapitre 6 du CCAG-Travaux (article [45](#) et suivants), incluant le cas échéant les compléments et dérogations prévues au présent document sauf stipulations contraires à l'article relatif au régime des droits de propriété intellectuelle ;
- toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres applicables aux prestations ;
- l'ensemble des sujétions particulières inhérentes au contenu même de l'exécution des travaux, y compris :
 - les sujétions résultant de l'utilisation du domaine public et du fonctionnement des services publics ;
 - les sujétions résultant de phénomènes naturels ;
 - les sujétions résultant de la présence de canalisations, conduites et câbles de toute nature, ainsi que des chantiers nécessaires au déplacement ou à la transformation de ces installations ;
 - la valorisation ou l'élimination des déchets créés lors de l'exécution des prestations ;
 - les sujétions résultant de la réalisation simultanée d'autres ouvrages.

À ce titre, le titulaire ne peut prétendre à aucun supplément de prix, ni à aucune indemnité quelconque.

Les prix sont réputés avoir été établis en considérant qu'aucune prestation n'est à fournir par le RMO.

Dans le cas d'un marché passé avec les membres d'un groupement conjoint d'opérateurs économiques, les prix des prestations attribuées à chaque membre du groupement dans l'acte d'engagement sont réputés comprendre les dépenses et marges correspondantes, y compris les charges que chaque membre du groupement peut être appelé à rembourser au mandataire.

Dans ce cas, les prix des travaux attribués au mandataire sont réputés comprendre, en sus, les dépenses et marges touchant les prestations complémentaires suivantes :

- la construction et l'entretien des moyens d'accès et des chemins de service nécessaires pour les parties communes du chantier ;
- l'établissement, le fonctionnement et l'entretien des clôtures, les dispositifs de sécurité et installation d'hygiène intéressant les parties communes du chantier ;
- le gardiennage, l'éclairage et le nettoyage des parties communes du chantier, ainsi que leur signalisation extérieure ;
- le cas échéant, l'installation et l'entretien de bureaux ;
- les mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des autres membres du groupement et les conséquences de ces défaillances.

5.3 Variation des prix

Les prix sont révisables par application au prix du marché d'un coefficient de révision donné par la formule :

$$P_1 = P_0 \times \left(0,15 + 0,85 \times \left(0,50 \times \frac{ICTCHCons_1}{ICTCHCons_0} + 0,15 \times \frac{ITP02_1}{ITP02_0} + 0,15 \times \frac{IBT47_1}{IBT47_0} + 0,20 \times \frac{ICPF\ 24.10_1}{ICPF\ 24.10_0} \right) \right)$$

dans laquelle :

- **P₁** = prix révisé ;
- **P₀** = prix fixé dans l'offre du titulaire ;
- **ICTCHCons₁ – ICTCHCons₀** = Indice du coût du travail - Coût horaire - Construction (NAF rév. 2 section F) - Base 100 en 2020 - Identifiant [010762002](#), lu sur le portail Internet www.insee.fr ;
- **ITP02₁ – ITP02₀** = Index Travaux Publics - TP02 - Travaux de génie civil et d'ouvrages d'art neufs ou rénovation - Base 2010 - Identifiant [001710987](#), lu sur le portail Internet www.insee.fr ;

- **IBT47₋₁ – IBT47₋₀** = Index du bâtiment - BT47 - Électricité - Base 2010 - Identifiant [001710979](http://www.insee.fr), lu sur le portail Internet www.insee.fr ;
- **ICPF 24.10₋₁ – ICPF 24.10₋₀** = Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français - CPF 24.10 - Produits sidérurgiques en acier allié - Prix de marché - Base 2021 - Données mensuelles brutes - Identifiant [010763880](http://www.insee.fr), lu sur le portail Internet www.insee.fr ;
- **I₀** = dernière valeur définitive de l'indice ou de l'index parue au mois m₀ ;
- **I₁** = dernière valeur définitive de l'indice ou de l'index parue le mois m₁ ;
- **m₀** = mois d'établissement des prix est le mois de la remise des offres¹¹ ;
En cas d'ajout de prestations ou travaux supplémentaires pour lesquelles il est précisé que les prix sont révisables, le mois m₀' est retenu ;
- **m₀'** = mois de remise du devis ;
- **m₁** = mois de réalisation des travaux objet de la demande d'acompte.

En cas de déréférencement d'une des séries retenues, la prolongation sera mise en œuvre suivant les préconisations du site de l'INSEE avec application éventuelle d'un coefficient de raccordement.

Périodicité de révision des prix :

La première révision aura lieu consécutivement à l'ordre de service de démarrage des travaux puis, à compter de cette date, mensuellement ou à chaque versement d'acompte, selon les dispositions de l'article [10.5](#) du CCAG-Travaux.

5.4 Modalités de rémunération du titulaire et de règlement des comptes

5.4.1 Avances

En application de l'article [R.2191-7](#) du CCP et selon l'option « A » de l'article [10.1](#) du CCAG-Travaux, le taux de l'avance est de 30 %, sans distinction de catégorie d'entreprise définie par le [Décret n° 2008-1354 du 18 décembre 2008](#)

Ce taux s'applique au montant initial, toutes taxes comprises, de chaque tranche affermie.

Ce taux est calculé selon les modalités de l'article [R.2191-6](#) et suivants du CCP.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le taux et les conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiés en cours d'exécution du marché.

Le délai de versement de l'avance court à compter de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du marché.

Une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiant du paiement direct, dans les conditions prévues aux articles [R.2193-17](#), [R.2193-18](#) et [R.2193-19](#) du CCP.

Le maître d'œuvre transmet immédiatement au RMO la demande de versement émise par le sous-traitant. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant dans les mêmes conditions que celles qui s'appliquent au maître d'œuvre conformément à l'article [R.2193-20](#) du CCP.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités de l'article [R.2191-11 et suivants](#) du CCP.

5.4.2 Acomptes

En application des dispositions de l'article [12.2.1 - e\)](#) du CCAG-Travaux, les clauses de révision de prix sont applicables aux acomptes.

Tout versement d'acompte s'effectue, dans le cadre des articles [L.2191-4](#) et [R.2191-20](#) à

¹¹ Pour l'application des dispositions de [l'article 9.4.4 du CCAG-Travaux](#)

[R.2191-22](#) du CCP, sur la base des travaux réellement effectués.

La périodicité des acomptes est mensuelle.

Les demandes d'acomptes et le solde sont justifiés à partir du constat du service fait.

Le paiement des acomptes n'a pas de caractère définitif.

Chaque acompte correspond au montant des sommes dues au titulaire pour l'intervalle compris entre deux décomptes successifs.

La liquidation est effectuée par le bureau Finances du CSTA, qui effectue ses règlements en en faisant donner crédit au compte ouvert au nom du titulaire.

Les sommes dues en exécution du présent marché sont payées dans le délai global maximum suivant :

Pour l'avance :

- trente (30) jours à compter de la date de notification de l'ordre de service de début d'exécution des travaux.

Pour les paiements mensuels :

- trente (30) jours à compter de la date de réception du projet de décompte mensuel.

Pour le décompte général (solde) :

- trente (30) jours à compter de la date de réception du décompte général et définitif par le maître d'ouvrage.

Le délai de paiement est également de trente (30) jours pour la transmission par voie électronique des projets de décomptes via la plateforme Chorus Pro à condition que :

- ces demandes soient conformes aux exigences techniques établies entre le titulaire et le RMO ;
- les données de facturation soient valides.

Si du fait du titulaire, il ne peut être procédé aux opérations de liquidation des sommes dues, le délai global de paiement est interrompu jusqu'à la remise par le titulaire des justificatifs permettant aux services concernés de mener à leur terme ces opérations de liquidation. Cette interruption de délai est notifiée au titulaire. Elle précise les raisons qui s'opposent au paiement ainsi que les pièces manquantes à fournir ou les pièces à compléter.

La remise par le titulaire des justificatifs demandés ouvre un nouveau délai global de paiement d'une durée de trente (30) jours à compter de la date de remise de ces justificatifs.

Le dépassement du délai global de paiement ouvre de plein droit et sans autre formalité pour le titulaire (ou le sous-traitant admis au paiement direct) :

- au bénéfice d'intérêts moratoires, à compter du jour qui suit l'expiration du délai ;
- au paiement de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement fixé à quarante (40) euros.

5.4.3 Retenue de garantie, cautionnement et comptable(s) assignataire(s)

Il n'est pas pratiqué de retenue de garantie.

Le marché peut être cédé ou nanti dans les conditions prévues aux articles R.2191-46 et suivants du CCP. Il est remis par le RPA, sur demande du titulaire, d'un cotraitant ou d'un sous-traitant, une copie de l'original du marché public revêtue d'une mention dûment signée indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant du marché.

Il est remis par le RPA, sur demande du titulaire, d'un cotraitant ou d'un sous-traitant, un certificat de cessibilité en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant du marché.

Le comptable assignataire compétent sur ce marché est :

Direction Générale des Finances Publiques en Lorraine

Service dépenses militaires

1 rue François de Curel

B.P. 41054

57036 METZ Cedex 01

5.4.4 Projets de décompte

Projets de décompte

En complément des dispositions de l'article 12.1 du CCAG-Travaux, les projets de décomptes sont établis avant la fin de chaque mois, à cette fin, le titulaire remet sa demande de paiement mensuelle au RMO, sous la forme d'un projet de décompte.

Ce projet de décompte fixe le montant total des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution du marché depuis son début.

Ce montant est établi à partir des prix initiaux du marché, mais sans révision des prix et hors TVA.

En cas de groupement, la signature du décompte par le mandataire vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer éventuellement à chacun des cotraitants, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévues dans le marché.

La signature du décompte par le mandataire vaut, pour chaque cotraitant acceptation du montant de solde à lui payer directement, déterminé à partir de la partie du décompte afférente à la section assignée à ce cotraitant.

États d'acomptes

Les états d'acomptes sont établis conformément aux dispositions de l'article [12.2](#) du CCAG-Travaux.

Décompte final

Le décompte final est établi conformément aux dispositions de l'article [12.3](#) du CCAG-Travaux.

Décompte général

Le décompte général est établi conformément à l'article [12.4](#) du CCAG-Travaux.

5.5 Intérêts moratoires

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article [L.2192-10](#) du CCP.

Le délai de paiement est fixé à trente jours (30) maximum pour l'État et ses établissements publics.

La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article [R.2191-12 et suivants](#) du CCP.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles [L.2192-12 et suivants](#) et [R.2192-31 à R.2192-36](#) du CCP.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils commencent à courir le lendemain de l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenue de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à quarante euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours (45) suivant la mise en paiement du principal.

5.6 Modalités de facturation

5.6.1 Mentions obligatoires

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures comprennent les dispositions de l'article 5.1.3 du présent CCAP ainsi que les mentions suivantes :

1. la date d'émission de la facture ;
2. la désignation de l'émetteur et son SIRET et la désignation du destinataire de la facture au moyen du n° SIRET de l'État : 110 002 011 00044 ;
3. le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
4. la référence du marché (numéro d'engagement juridique) ;
5. le code du service exécutant (**D14952Q054**) ;
6. le cas échéant, le numéro de l'ordre de service ordonnant les travaux .
7. la date effective d'exécution des travaux concernés ;
8. la quantité et la dénomination précise des travaux ou prestations réalisées ;
9. le prix forfaitaire hors taxes travaux réalisés, des prestations réalisées ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
10. le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
11. l'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
12. le cas échéant, les modalités de règlement ;
13. le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

En cas de groupement conjoint ou solidaire, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

5.6.2 Transmission des factures

Les travaux font l'objet de demandes de paiements prenant la forme :

- de projets de décompte périodique établis conformément aux stipulations du présent marché ;
- de projet de décompte final/général établis conformément aux stipulations du présent marché.

Le titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission des factures :

1. Mode portail :

Utiliser le portail Chorus Pro accessible par l'Internet en se connectant à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins de transmettre :

- les projets de décompte périodique établis conformément aux stipulations du présent marché ;
- le projet de décompte final/général établi conformément aux stipulations du présent marché.

2. Mode service ou API « Application Programming Interface »

Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un

portail tiers. L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

3. Mode EDI (Échange de données informatisées)

Envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers par transfert de fichier.

Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation.

Préalables techniques et réglementaires : pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail Internet suivant :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser, après s'être identifié, à :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e2s1/>

5.7 Travaux non prévus

5.7.1 Travaux modificatifs

Les travaux modificatifs sont réglés conformément à l'article [13](#) du CCAG-Travaux.

5.7.2 Dépassement ou diminution du montant initial des travaux

Les augmentations limites du montant des travaux par rapport aux montants contractuels initiaux sont fixées à l'article [14.3](#) du CCAG-Travaux. Au-delà de ces limites, et en complément de l'article [14](#) du CCAG-Travaux, la poursuite de l'exécution des travaux est subordonnée à la notification d'une décision de poursuivre par le RMO ou son représentant ou à la conclusion d'une modification de marché par voie d'avenant.

Les diminutions limites du montant des travaux par rapport aux montants contractuels initiaux sont fixées à l'article [15](#) du CCAG-Travaux. Au-delà de ces limites, et en complément dudit article, la poursuite de l'exécution des travaux est subordonnée à la notification d'une décision de poursuivre par le RMO ou son représentant ou à la conclusion d'une modification de marché par voie d'avenant.

En cas de modification imprévisible de la législation ou réglementation applicables en cours d'exécution du marché ayant un impact sur les coûts, les parties conviennent de se rencontrer pour évaluer l'impact financier de cette modification et le cas échéant formaliser par voie d'avenant la modification rendue nécessaire. L'évolution législative ou réglementaire imprévisible doit être en lien avec l'objet du marché le cas échéant. Cette évolution doit avoir un impact sur le droit positif. Le caractère imprévisible est constitué dès lors que les parties n'ont pas pu anticiper cette évolution.

5.8 Prestations similaires

Le RPA se réserve la possibilité durant trois (3) ans à compter de la notification du marché initial, de négocier, avec le titulaire, sans publicité ni mise en concurrence préalables, un marché de prestations similaires en application des dispositions de l'article [R.2122-7](#) du CCP. Le montant du nouveau marché ne pourra excéder le plafond de 50% du marché confié précédemment, passé après mise en concurrence. Le marché initial est réputé avoir pris en compte ces prestations similaires dans son montant total envisagé.

5.9 Ordres de service – travaux supplémentaires ou modificatifs

Lorsque le RMO prescrit au titulaire la réalisation de travaux ou prestations supplémentaires ou

modificatives pour lesquelles le marché n'a pas prévu de prix, il notifie sa décision par ordre de service au titulaire¹².

Cet ordre de service fixe provisoirement les prix nouveaux retenus pour le règlement des travaux supplémentaires ou modificatifs. Ils sont arrêtés par le maître d'œuvre avec l'accord du RMO, après consultation du titulaire.

Le titulaire dispose d'un délai de quinze (15) jours suivant l'émission de cet ordre de service pour présenter ses éventuelles observations et sa proposition de prix, assortis de toutes les justifications nécessaires. À défaut de retour du titulaire dans un délai de quinze (15) jours, les prix sont réputés acceptés et deviennent définitifs.

Les prix définitifs doivent faire l'objet d'une modification de marché par voie d'avenant.

Le titulaire n'est pas tenu de se conformer à un ordre de service prescrivant une prestation supplémentaire ou modificative si celui-ci n'a fait l'objet d'aucune valorisation financière.

L'émission des ordres de service reste encadrée par les dispositions de l'article 4.12 – « clauses de réexamen » du présent CCAP ainsi que selon les seuils prévus par les articles [R.2194-3](#) et [R.2194-8](#) du CCP.

5.10 Modifications financières pour circonstances imprévisibles

Lorsque des circonstances imprévisibles et extérieures aux parties surviennent en cours d'exécution, les parties peuvent convenir d'une modification des clauses financières, si celle-ci est nécessaire à la poursuite de l'exécution, dans les conditions prévues à l'article [R.2194-5](#) du CCP. Une telle modification n'est qu'une faculté pour le RMO.

S'il envisage de modifier le contrat pour tenir compte des surcoûts engendrés par les circonstances imprévisibles, le RMO se fonde sur les justifications financières précises que lui apporte le titulaire.

Seules peuvent être prises en compte les circonstances produisant un effet réel et certain sur l'exécution du marché, la présente clause n'ayant pas pour objet de compenser des surcoûts dont la survenance n'est qu'hypothétique.

À l'appui de toute demande tendant à la modification des conditions financières du présent marché, le titulaire doit :

- adresser un mémoire en réclamation au RMO démontrant l'existence d'une circonstance imprévisible au sens de l'article [R.2194-5](#) du CCP ;
- justifier son prix de revient initial, tel qu'envisagé à la date de remise de son offre, et, par conséquent, sa marge bénéficiaire ainsi que les éventuelles provisions pour risques intégrées dans son prix ;
- fournir tout document de nature comptable (bilans, factures, ...) ou contractuelle (notamment les contrats de fournitures ou de sous-traitance), attestant de la réalité et de l'étendue des surcoûts supportés depuis la survenance de l'évènement imprévisible, pour l'exécution du présent marché.

Le RMO vérifie la réalité et la sincérité de ces documents et décide de la suite à donner à la demande du titulaire.

En cas d'acceptation de la demande par le RMO, les modifications apportées aux prix, aux tarifs ou aux clauses d'évolution des prix, font l'objet d'un avenant signé par les deux parties.

La durée de cet avenant est strictement limitée à la durée des circonstances imprévisibles. Celle-ci peut éventuellement être prolongée dans les conditions définies dans la modification de marché par voie d'avenant.

L'avenant conclu sur le fondement du présent article précise, via une clause de rendez-vous, les conditions dans lesquelles, en fin d'exécution du marché, le RMO et le titulaire déterminent

¹² [L.2194-3](#) du CCP

le montant définitif de la compensation des surcoûts anormaux réellement subis par le titulaire. Ainsi, si le montant des compensations excède le montant des pertes, le titulaire est alors redevable de la différence. Le montant correspondant est alors récupéré par le RMO :

- soit par précompte sur les factures restant à émettre par le titulaire ;
- soit par avoir, récupéré sur les montants restant à régler ou à défaut récupéré au moyen d'un titre de recouvrement.

ARTICLE 6 - SOUS-TRAITANCE

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément du RMO, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent, téléchargeable sur le portail Internet du ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique auprès des liens suivants :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-mise-a-jour-formulaire-declaration-sous-traitance-dans-marches-publics>

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

Le RMO doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de vingt-et-un (21) jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité) il est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

Dans l'hypothèse où le sous-traitant recourt lui-même à la sous-traitance, il doit, préalablement à toute exécution des travaux, obtenir l'acceptation et l'agrément des conditions de paiement de ce sous-traitant indirect auprès du RMO. Les dispositions de l'article [3.6.2](#) du CCAG-Travaux sont applicables. Le sous-traitant qui recourt lui-même à la sous-traitance est tenu de délivrer une caution personnelle et solidaire et délivrer une délégation de paiement.

Le paiement du sous-traitant s'effectue conformément aux articles [R.2193-10 et suivants](#) du CCP.

L'annexe 7 au présent CCAP précise les points d'attention et documents attendus dans le cadre du traitement des déclarations de sous-traitances.

ARTICLE 7 - PRIMES ET PÉNALITÉS

7.1 Primes

Le présent marché ne prévoit pas de primes pour réalisation anticipée.

7.2 Pénalités

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable, sous réserve d'éventuelles stipulations particulières concernant les pénalités de retard.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de ses obligations, du fait

du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté du RMO de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités sont appliquées sur les acomptes.

7.2.1 Pénalités pour retard dans l'exécution des travaux

Principe du contradictoire

Lorsque le RMO envisage d'appliquer des pénalités de retard, en application des dispositions de l'article [19.2.4](#) du CCAG-Travaux, il invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai de quinze (15) jours à compter du premier jour de retard constaté. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations.

À défaut de réponse du titulaire dans ce délai ou si le RMO considère que les observations formulées par le titulaire ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités pour retard s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Du simple fait de la constatation, par le RMO ou le maître d'œuvre, d'un retard par rapport au calendrier détaillé d'exécution des travaux, éventuellement modifié, le titulaire encourt une pénalité égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA de l'ensemble du marché, de la tranche concernée ou de l'étape de réalisation intermédiaire considérée, conformément à l'article [19.2.3](#) du CCAG-Travaux.

Ce montant, par jour calendaire de retard, est calculé par application de la formule suivante :

$$\text{Pénalité} = \left(\frac{\text{Montant HT de l'élément concerné} \times \text{Nombre de jours calendaires de retard}}{3000} \right)$$

7.2.2 Pénalités pour absence de participation ou retard aux réunions de chantier

Toute absence d'un représentant qualifié du titulaire, d'un cotraitant ou d'un sous-traitant à une réunion de chantier à laquelle il est dûment convoqué par ordre de service encourt la pénalité de deux cent (200) euros par réunion ; cette pénalité est individualisée aussi, elle se cumule pour chaque représentant absent.

7.2.3 Pénalités liées au repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

En cas de retard constaté par le maître d'œuvre dans le dégagement, le nettoyage et la remise en état des emplacements, qui ont été occupés par le chantier, le titulaire encourt une pénalité de deux cent (200) euros par jour calendaire de retard à l'expiration d'un délai de trente jours après la mise en demeure du RMO. En sus, les éléments relevant de ces prescriptions pourront être transportés d'office, suivant leur nature, soit en dépôt, soit dans des sites susceptibles de les recevoir en fonction de leur classe, aux frais et risques du titulaire, ou être vendus aux enchères publiques.

7.2.4 Pénalités liées à la remise des documents

Documents à fournir pendant la période de préparation

En cas de retard constaté par le RMO ou le maître d'œuvre dans la remise des documents à fournir pendant la période de préparation, conformément aux attendus liés à l'exécution de l'opération, notamment ceux prévus par l'article [29](#) du CCAG-Travaux, une pénalité égale à deux cent (200) euros par jour calendaire de retard et par document est appliquée ; le décompte débutant à compter de la date fixée par les dispositions législatives et réglementaires, le CCTP, le calendrier détaillé d'exécution des travaux, éventuellement modifié ou le cas échéant, la mise

en demeure adressée par le RMO.

Documents à fournir en cours d'exécution

En cas de retard constaté par le RMO ou le maître d'œuvre dans la remise des documents à fournir pendant en cours d'exécution, conformément aux attendus liés à l'exécution de l'opération, une pénalité égale à deux cent (200) euros par jour calendaire de retard et par document est appliquée ; le décompte débutant à compter de la date fixée par les dispositions législatives et réglementaires, le CCTP, le calendrier détaillé d'exécution des travaux, éventuellement modifié ou le cas échéant, la mise en demeure adressée par le RMO.

Documents à fournir après l'exécution des travaux

Pour l'application de l'article [19.3](#) du CCAG-Travaux, en cas de retard constaté par le RMO ou le maître d'œuvre dans la remise des documents à fournir après l'exécution des travaux, conformément aux attendus de l'article [40](#) du CCAG-Travaux, une pénalité égale à cent (100) euros par jour calendaire de retard et par document est appliquée ; le décompte débutant à compter de la date de demande de réception, les dispositions législatives et réglementaires ou le CCTP.

Pénalités pour remise tardive du contrat de sous-traitance

En cas de retard dans la remise du contrat de sous-traitance et de ses avenants éventuels, le titulaire encourt une pénalité d'un montant de cinquante (50) euros par jour calendaire de retard ; s'appliquent les dispositions de l'article [3.6.1.5](#) du CCAG-Travaux.

7.2.5 Pénalités pour absence de respect des observations du coordonnateur SPS

En cas de non-respect des prescriptions du coordonnateur SPS portées sur le registre-journal, les comptes rendus ou les courriers adressés au titulaire, le RMO se réserve la possibilité de faire application d'une pénalité de cinquante (50) euros par jour calendaire de retard à compter de la mise en demeure adressée au titulaire par le maître d'œuvre ou le RMO.

7.2.6 Pénalités liées aux considérations environnementales

En cas de non-respect de ses obligations relatives à la traçabilité des déchets, des sujétions de dépose, de tri et d'élimination des produits de démolition, de démontage et de traitement des déchets, le titulaire encourt une pénalité de forfaitaire de cinq cent (500) euros par infraction constatée par le maître d'œuvre, après mise en demeure adressée au titulaire par le maître d'œuvre ou le RMO.

En application des dispositions de l'article [36.2](#) du CCAG-Travaux, le titulaire délivre, par envoi ou mise à disposition sur un portail de suivi, au maître d'œuvre les bordereaux de suivi ou de dépôt des déchets de chantier comportant les éléments permettant d'assurer la traçabilité de ses déchets.

Pour les déchets qualifiés de dangereux, le titulaire devra utiliser un format de bordereau et des modalités conformes à la réglementation en vigueur.

Le titulaire s'expose, en cas de non fourniture de ces éléments, à une pénalité de forfaitaire de cinq cent (500) euros par infraction constatée par le maître d'œuvre, après mise en demeure du RMO.

Le RMO pourra également saisir le service local chargé des inspections des Installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) en cas de suspicion de dépôt illégal de déchets.

Conformément aux dispositions de l'article [37.2](#) du CCAG-Travaux, le RMO sera fondé à faire enlever les déchets non évacués par le titulaire à ses frais et risques. Dans ce cas, en sus de la prise en charge des frais d'enlèvement, une pénalité de 30% du montant HT de la prestation d'enlèvement et de retraitement des déchets sera appliquée à l'expiration d'un délai de trente jours après la mise en demeure adressée par le RMO.

7.2.7 Autres pénalités

En dehors des cas déjà prévus par le présent CCAP, le montant des pénalités pour non-respect d'une obligation législative, réglementaire ou contractuelle, est de deux cent (200) euros par infraction constatée par le maître d'œuvre, après mise en demeure du RMO ; cette pénalité est individualisée aussi, elle se cumule pour chaque mis en cause.

Pénalités pour sanctionner le retard de transmission des attestations d'assurance

En cas de retard de production des attestations d'assurance au RMO à l'échéance de cinq jours ouvrés après mise en demeure adressée par le RMO, il sera appliqué une pénalité journalière de cinquante (50) euros jusqu'à la production des pièces.

7.2.8 Plafonnement des pénalités

Par dérogation à l'article [19.2.2](#) du CCAG-Travaux, le montant total des pénalités de retard encourues n'est pas plafonné.

7.2.9 Seuil d'exonération des pénalités

Par dérogation à l'article [19.2.1](#) du CCAG-Travaux, le titulaire est redevable de la totalité des pénalités due sans distinction de montant.

Observations du titulaire sur le décompte de pénalités

Lorsque le RMO procède au recouvrement, le décompte des pénalités est adressé au titulaire, dans les formes prévues par l'article 4.2 du présent CCAP, qui est admis à présenter ses observations dans un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la notification de ce décompte. Passé ce délai, le titulaire est réputé avoir accepté les pénalités.

Suite aux observations du titulaire sur le décompte des pénalités en recouvrement, le RMO prend l'une des décisions suivantes :

- application définitive des pénalités ;
- exonération partielle ;
- exonération totale.

Le titulaire est informé de la décision prise par le RMO dans les formes prévues par l'article 4.2 du présent CCAP.

ARTICLE 8 - GARANTIES

8.1 Garantie de parfait achèvement et garanties particulières

8.1.1 Garantie de parfait achèvement

Le délai de garantie dit « garantie de parfait achèvement » est fixé à douze (12) mois à compter de la date d'effet de réception des travaux.

Il est prolongé le cas échéant selon les termes et conditions de l'article [44.2](#) du CCAG-Travaux.

En tant que de besoin, le RMO ou le maître d'œuvre invite le titulaire pendant la période de parfait achèvement à effectuer les travaux, reprises ou modifications dus en application de l'article [44](#) du CCAG-Travaux.

Le délai de traitement des désordres relevant de la Garantie de parfait achèvement (GPA) ne doit pas dépasser quinze (15) jours calendaires après signalement du désordre. En cas d'urgence, le titulaire doit intervenir dans les deux (2) jours calendaires suivant le signalement.

À compter de la date de réception des travaux, le RMO est susceptible de mettre en place un processus de suivi du « parfait achèvement ».

Le maître d'œuvre procède à une visite de parfait achèvement avant l'expiration du délai de GPA. Le cas échéant, le titulaire est convoqué.

8.1.2 Garanties particulières

8.1.2.1. Garantie décennale

Se reporter à l'article « assurance de responsabilité civile décennale » du présent CCAP.

8.1.2.2. Garantie de bon fonctionnement

Le délai de garantie de bon fonctionnement est fixé à deux (2) ans.

Le titulaire garantit le bon fonctionnement des installations et équipements mis en place pendant cette période à compter de la date de réception ou à compter de la date de levée des réserves pour les prestations ayant fait l'objet de réserves lors de la réception. Pendant la période de garantie, le titulaire est réputé responsable de toutes les anomalies ou pannes constatées, sauf s'il apporte la preuve que ces anomalies ou pannes ont une cause étrangère aux prestations relevant de sa responsabilité.

Dans le cadre de la présente garantie contractuelle, le titulaire prendra à sa charge tous les frais inhérents aux modifications, réparations ou remplacements qui se révéleraient nécessaires de manière à maintenir les installations en parfait état de marche ou à atteindre le niveau de performance prévu et attendu par le présent marché.

En cas de désordre constaté, si le titulaire n'intervient pas dans le délai de huit (8) jours ou ne réalise pas les prestations nécessaires, le RMO pourra, sous un délai de quinze (15) jours après mise en demeure restée infructueuse, faire procéder à la remise en état de la partie identifiée par un tiers aux frais et risques du titulaire, l'intervention de ce tiers ne suspendant pas la garantie du titulaire.

8.1.2.3. Garanties spécifiques

Le titulaire garantit le RMO :

- de l'étanchéité des ouvrages pendant un délai de cinq (5) ans pour les tuyauteries et deux (2) ans pour les vannes, à compter de la date de réception des travaux ;
- du revêtement des structures métalliques pendant un délai de dix (10) ans pour l'extérieur des réservoirs ainsi que l'intérieur et extérieur des séparateurs hydrocarbures, à compter de la date de réception des travaux ;
- du revêtement intérieur des réservoirs d'un niveau d'épaisseur de 400 μ pendant un délai de cinq (5) ans ou, du revêtement intérieur des réservoirs d'un niveau d'épaisseur de 1000 μ pendant un délai de dix (10) ans, à compter de la date de réception des travaux ;
- du revêtement des tuyauteries et structures métalliques pendant un délai de cinq (5) ans, à compter de la date de réception des travaux ;
- des peintures sur la maçonnerie pendant un délai de cinq (5) ans, à compter de la date de réception des travaux ;
- de l'installation de haute technicité pour les matériels électriques, vannes, pompes, tuyauteries pendant un délai de deux (2) ans, à compter de la date de réception des travaux ;
- des matériels de génie climatique pendant un délai de deux (2) ans, à compter de la date de réception des travaux.

Ces garanties engagent le titulaire, pendant le délai fixé, à effectuer ou à faire effectuer à ses frais, sur simple demande du RPA ou du maître d'ouvrage, toutes les réparations ou réfections nécessaires pour remédier aux défauts qui seraient constatés, que ceux-ci proviennent d'une défectuosité constitutive des produits, des matériaux employés ou des conditions d'exécution.

Ces garanties s'appliquent à la réparation de tous les désordres signalés par le RMO, soit par des réserves mentionnées au procès-verbal de réception (détérioration de réseaux divers, stabilité des sols...), soit par lettre recommandée avec avis de réception pour ceux révélés postérieurement à la réception.

Les malfaçons, les réalisations non conformes ou les travaux non effectués sont également soumis à la présente garantie.

8.2 Responsabilité et assurances

8.2.1 Responsabilité

D'une manière générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois, règlements et normes en vigueur.

À ce titre, le titulaire répond des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les articles [1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-4](#) du Code civil.

8.2.2 Assurances de responsabilité civile de droit commun

Le titulaire et ses sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le RMO et aux autres intervenants à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non à un dommage corporel et/ou matériel, du fait de la réalisation des travaux, qu'ils soient en cours d'exécution ou terminés.

En cas de travaux sur existants, ces garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties anciennes de l'ouvrage.

Les polices d'assurance sont réputées prévoir les plafonds minimums de garantie suivants :

- dommages corporels : 7 600 000 € par sinistre ;
- dommages matériels et/ou immatériels : 900 000 € par sinistre.

8.2.3 Assurances de responsabilité civile décennale

L'opération est soumise à l'obligation d'assurance de responsabilité civile décennale prévue par l'article [L.241-1](#) du Code des assurances et le montant prévisionnel de l'opération est supérieur à quinze (15) millions d'euros HT.

Le titulaire déclare avoir souscrit une police de responsabilité civile décennale en capitalisation, en état de validité, le garantissant pour les travaux confiés.

Cette police comporte les garanties suivantes :

- garantie effondrement avant réception ;
- responsabilité civile décennale y compris au profit des existants totalement incorporés et techniquement indivisibles ;
- dommages immatériels consécutifs à sinistres engageant la responsabilité civile décennale du titulaire s'ils ne sont pas inclus en extension du contrat de responsabilité de droit commun.

Le titulaire justifie de sa police d'assurances individuelle de responsabilité civile décennale par production d'une attestation d'assurances émanant de sa société d'assurances conforme au modèle standard défini par la Fédération française des sociétés d'assurance (FFSA).

Les attestations précisent le montant maximum des chantiers pour lesquels les garanties sont délivrées, la mention selon laquelle les garanties sont délivrées au coût de l'ouvrage.

Chaque intervenant doit être en mesure de justifier de l'état d'assurance de ses sous-traitants au fur et à mesure de leur désignation. Les stipulations du contrat des dits sous-traitants doivent prévoir au minimum, la couverture de la réparation des dommages de la nature de ceux qui engagent la responsabilité civile décennale des constructeurs au sens des articles [1792, 1792-2, et 1792-4-1](#) du Code civil.

Cette attestation est valable sous réserve de la justification de la souscription, pour le compte des intervenants assujettis à la présomption de responsabilité civile décennale, d'un contrat collectif de responsabilité décennale.

Elle comporte :

- le montant maximum des chantiers pour lesquels le titulaire est autorisé à intervenir, lequel ne devra pas être inférieur au coût total des travaux/honoraires hors taxes tel que déclaré par le RMO ;

- un montant de garantie à hauteur de 15 000 000 € par sinistre, pour les entreprises effectuant des opérations de gros œuvre, structure ou pour les entreprises générales et à hauteur de 6 000 000 euros pour les autres entreprises.

Ce contrat de responsabilité décennale de seconde ligne aura pour seuil de déclenchement le montant de garantie de chaque police individuelle de responsabilité civile décennale tel que stipulé ci-dessus.

Les intervenants concernés s'engagent à adhérer au contrat collectif de responsabilité civile décennale souscrit par le titulaire auquel ils donnent mandat pour négocier les clauses et souscrire pour leur compte, conformément à l'article [L.112-1](#) du Code des assurances. Ce mandat est irrévocable comme étant donné dans l'intérêt commun des parties concernées.

Le coût de ce contrat est pris en charge par le titulaire, en sa qualité de souscripteur et compris dans le montant de son marché.

Après avoir produit l'attestation d'un contrat collectif de responsabilité civile décennale conforme au modèle standard défini par la FFSA, le titulaire transmet une nouvelle attestation, cette fois nominative pour le chantier, avec mention du coût de l'ouvrage, tel que déclaré par le RMO, et mentionnant expressément les activités couvertes et le montant des garanties.

8.2.4 Dispositions communes

En application de l'article L.241-1 du Code des assurances et par dérogation à l'article [8.1.3](#) du CCAG-Travaux, pour justifier l'ensemble de ces garanties, le titulaire fournit une attestation avant la notification du marché, émanant de sa compagnie d'assurance.

Sur simple demande du RMO, le titulaire justifie qu'il acquitte ses primes d'assurances et que les garanties pour le présent chantier sont en cours de validité mais également qu'elles n'ont fait l'objet d'aucune suspension ni résiliation.

Toute modification des contrats d'assurances (activités garanties, nature et montants des garanties et des franchises, assureurs, etc.) est notifiée au RMO.

Le titulaire mettant en œuvre des techniques innovantes s'engage à obtenir de son assureur de responsabilité décennale l'extension de garantie nécessaire.

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture du titulaire, des cotraitants ou des sous-traitants, ainsi que des sous-traitants de différents rangs de ces derniers, le RMO se réserve le droit d'exiger de sa part la souscription d'une assurance complémentaire dont le coût sera à sa charge.

Les attestations d'assurance sont à mettre continuellement à jour via le portail dédié : <https://www.e-attestations.com/>.

Le non-respect de ces obligations en cours d'exécution du marché peut entraîner, après mise en demeure restée infructueuse, la résiliation du marché par le RMO.

ARTICLE 9 - RÉSILIATION

Le RMO peut résilier le marché public dans les cas prévus aux articles [L.2195-1 à L.2195-6](#) du CCP.

Conformément aux dispositions du CCAG-Travaux, le RMO peut résilier le marché pour faute du titulaire en cas de manquement grave et répété, par le titulaire, les cotraitants ou les sous-traitants, ainsi que les sous-traitants de différents rangs de ces derniers, aux obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données à caractère personnel et à la sécurité prévues par la réglementation française et européenne ainsi qu'aux obligations prévues par le présent article et par les pièces particulières du marché.

Outre les circonstances de résiliation générales prévues au CCAG-Travaux, le présent CCAP détaille dans ses articles les cas selon lesquels le marché peut également être résilié.

En sus, en cas de refus de produire les pièces prévues aux articles [D.8222-5](#) ou [D.8222-7](#) et

[D.8222-8](#) du Code du travail le marché sera résilié, aux torts du titulaire en application de l'article [30](#) du CCAG-Travaux.

Pour l'application de l'article [50.4](#) du CCAG-Travaux, cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant initial hors taxes du marché, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations admises, un pourcentage de 5%.

Le cas échéant, le RMO peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire et dans les conditions prévues à l'article [52](#) du CCAG-Travaux.

ARTICLE 10 - DIFFÉRENDS ET LITIGES

10.1 Différends

Le RMO et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché public ou à l'exécution des prestations.

Tout différend entre le titulaire et le RMO fait l'objet, de la part du titulaire d'un mémoire en réclamation exposant les motifs de son désaccord et indiquant, le cas échéant, le montant des sommes réclamées. Ce mémoire doit être communiqué au RMO au plus tard à la remise du projet de décompte final.

Le rejet exprès ou tacite de la réclamation transmise préalablement à la remise du projet de décompte final ne s'oppose pas à ce que le titulaire réitère sa demande lors de la production de ce projet.

En cas de différend persistant après le processus de réclamation, le RMO et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles [R.2197-1 à R.2197-24](#) du CCP.

Le RMO/RPA et le titulaire peuvent recourir à la transaction afin de régler à l'amiable leur litige, conformément à l'article [L.2197-5](#) du CCP.

Médiation - Organe chargé des procédures de médiation :

Bureau des développements numériques

SG SIRCOM

Télédoc 536

75572 PARIS CEDEX 12

Comité consultatif :

Comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics de Nancy :

Préfecture de Meurthe-et-Moselle

1 rue du Préfet Claude ERIGNAC

54038 NANCY CEDEX

Les comités de règlement amiable des différends sont des organismes consultatifs de conciliation, qui peuvent être saisis de tout différend survenu au cours de l'exécution d'un marché public. Ils ont pour mission de rechercher des éléments de droit ou de fait en vue de proposer une solution amiable et équitable En application des articles [R. 2197-1 et suivants](#) du CCP. Ce ne sont ni des juridictions, ni des instances d'arbitrage : ils émettent des avis que les parties sont libres de suivre ou non.

Mission Petites et moyennes entreprises (PME) :

Le maître d'œuvre est informé par le présent article de l'existence de la mission PME au sein du ministère des Armées.

La mission ministérielle PME, directement rattachée au ministre, aide et conseille les PME dans leurs relations avec le ministère en traitant les problèmes qu'elles rencontrent avec ses services.

Elle peut être saisie par toute entreprise ayant une difficulté avec un service achats.

Le maître d'œuvre peut contacter la mission PME aux coordonnées suivantes :

Par courriel : minarm.mediateur-entreprises.fct@intradef.gouv.fr

ou, mission-ministerielle-pme.cmi.fct@intradef.gouv.fr

ou, missionministerielle.pme@defense.gouv.fr

Par téléphone : 01 86 69 07 39 ou 09 88 68 19 25 ou 09 88 67 26 78.

Par courrier :

Médiation des entreprises du ministère des Armées

Sous-direction des PME (Bâtiment Perret)

60 boulevard du général Martial VALIN

CS 21 63

75509 PARIS CEDEX 15

Les coordonnées peuvent évoluer en cours de marché néanmoins, le portail Internet du ministère des Armées délivre des informations à jour et les plus complètes possibles sur le rôle de cette mission et ses modalités de saisine.

Il est également possible de recourir au Médiateur national des entreprises, après avoir déposé une saisine en ligne, sur le portail Internet suivant : www.mediateur-des-entreprises.fr

10.2 Litiges et contentieux

En cas de litige résultant de l'exécution du présent marché, le droit français est seul applicable.

Tribunal administratif :

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le :

Tribunal administratif de Nancy

5 Place de la Carrière

Case officielle n° 20038 - F

54035 NANCY CEDEX

ARTICLE 11 - GLOSSAIRE

Termes, acronymes et sigles constitutifs du présent document

AAE : Armée de l'Air et de l'Espace ;

AAPC : Avis d'appel public à la concurrence ;

AE : Acte d'engagement, matérialisé par le formulaire « ATTR11 » ;

API : « *Application Programming Interface* », interface logicielle du portail Chorus Pro ;

AutoCAD[®] : Logiciel de dessin assisté par ordinateur créé par Autodesk[®] ;

BA : Base aérienne ;

BPEI : Bureau prévention, environnement, incendie ;

BRH : Brise roche hydraulique ;

BTP : Bâtiment et travaux publics ;

CAM : Cybersécurisation des automatismes métier du SEO ;

CCAP :	Cahier des clauses administratives particulières ;
CCAG-Travaux :	Cahier des clauses administratives générales des marchés de Travaux ;
CCP :	Code de la commande publique ;
CCTP :	Cahier des clauses techniques particulières ;
Chorus Pro :	Solution mutualisée de facturation dédiée à tous les fournisseurs (privés ou publics) de la sphère publique ;
CLEO :	Commandement de la logistique de l'énergie opérationnelle ;
CPV :	Anglicisme signifiant « <i>common procurement vocabulary</i> », il s'agit de la nomenclature européenne de classification uniformisée visant à standardiser les références de l'objet d'un marché ;
CSSI :	Coordonnateur des systèmes de sécurité incendie ;
CSTA :	Centre de soutien technique et administratif ;
CCTG-Travaux :	Cahier des clauses techniques générales de Travaux ;
CGA/ITA :	Contrôle général des Armées, inspection du travail dans les Armées ;
CNA :	Conseil national des achats ;
CNIL :	Commission nationale de l'informatique et des libertés ;
CVC :	Chauffage, ventilation et climatisation ;
DAE :	Direction des achats de l'État ;
DCE :	Dossier de consultation des entreprises ;
DEA :	Dépôt essences Air ;
DICT :	Déclaration d'intention de commencer les travaux ;
DPID :	Direction de la protection des moyens et activités de la Défense ;
DPGF :	Décomposition du prix global et forfaitaire ;
DREAL :	Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;
DUA :	Durée d'utilité administrative ;
E-Attestations :	Portail Internet de vérification de la conformité des tiers (fournisseurs et sous-traitants) ;
EDI :	Échange de données informatisées ;
Excel [®] :	Logiciel tableur de la suite bureautique Microsoft Office créé par Microsoft [®] ;
FFSA :	Fédération française des sociétés d'assurance ;
GM :	Groupe de marchandises ;
GPA :	Garantie de parfait achèvement ;
HT :	Hors taxe ;
ICPE :	Installation classées pour la protection de l'environnement ;
INRS :	Institut national de recherche et de sécurité ;
INSEE :	Institut national de la statistique et des études économiques ;
ISO :	« <i>International Organization for Standardization</i> », Organisation internationale de normalisation ;
K1 :	Dépôt d'exploitation secondaire, situé au Nord ;

K2 :	Dépôt d'exploitation principal, situé au Sud ;
NUTS :	Nomenclature des unités territoriales statistiques, découpage du territoire économique de l'Union européenne et du Royaume-Uni ;
OS :	Ordre de service ;
PAC :	Plans d'atelier et de chantier ;
PACTE :	Loi du 22 mai 2019, relative à la croissance et la transformation des entreprises ;
PDF ® :	« <i>Portable Document Format</i> », format de fichier informatique créé par Adobe Systems ® devenu la norme ISO 32000-1 : 2008 ;
PGC :	Plan général de coordination ;
PLACE :	Plateforme des achats de l'État ;
PME :	Petites et moyennes entreprises - petites et moyennes industries (PME-PMI) ; cela catégorise les entreprises dont l'effectif est inférieur à 250 personnes et dont le chiffre d'affaires annuel n'excède pas 50 millions d'euros ou dont le total de bilan n'excède pas 43 millions d'euros ;
PPSA :	Plot de posture permanente de sûreté aérienne ;
PPSPS :	Plan particulier de protection de la santé ;
Project ® :	Logiciel de gestion de projets créé par Microsoft ® ;
RC :	Règlement de la consultation ;
REFAR :	Relations fournisseurs achats responsables ;
RGPD :	Règlement général sur la protection des données ;
RPA :	Représentant du Pouvoir adjudicateur ;
RMO :	Représentant du Maître d'ouvrage ;
RTO :	Responsable de traitement opérationnel ;
RTD :	Responsable de traitement opérationnel ;
SEO :	Service de l'énergie opérationnelle ;
Sea-Line :	Canalisation de transport immergée ;
SIPSI :	Portail du ministère chargé du Travail permettant aux entreprises étrangères de saisir leurs déclarations ;
SIRET :	Système d'identification du répertoire des établissements ;
SK-Mer :	Dépôt de réception situé à l'Est ;
SPAM :	Courrier électronique indésirable ;
SOPRE :	Schéma organisationnel du plan de respect de l'environnement ;
SOSED :	Schéma organisationnel du suivi de l'évacuation des déchets ;
SPS :	Sécurité et protection de la santé ;
SSI :	Sécurité des systèmes d'information ;
TF :	Tranche ferme ;
TO :	Tranche optionnelle ;
TTC :	Toutes taxes comprises ;
UE :	Union européenne ;
Word ® :	Logiciel de traitement de texte créé par Microsoft ® ;

ARTICLE 12 - ANNEXES

- annexe 1 : Dématérialisation des factures ;
- annexe 2 : Liste nominative du personnel et recensement des véhicules devant se rendre sur les installations ;
- annexe 3 : Courriels et points de contact, entreprise et SEO ;
- annexe 4 : Arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère de la défense ;
- annexe 5 : Instruction n°300611/DEF/DFP/PER/5 du 16 mars 1998 relative aux mesures de prévention concernant les travaux ou prestations de services effectués dans un organisme de la défense par une ou plusieurs entreprises extérieures ;
- annexe 6 : Arrêté du 16 juin 2015 relatif à l'exercice des attributions confiées au pôle travail du groupe des inspections spécialisées du contrôle général des armées ;
- annexe 7 : éléments requis pour les déclarations des sous-contractants.

ARTICLE 13 - DÉROGATIONS

Les dérogations au [CCAG-Travaux](#) sont présentées dans le tableau récapitulatif des dérogations suivant :

Article du présent CCAP	Article du CCAG-Travaux auquel il est fait dérogation	Objet de la dérogation, à titre indicatif
3	4.1	Documents contractuels
4.1	3.4.1	Représentation du titulaire
4.5.1.1	28.2	Période de préparation
4.5.1.2.3	34	Dégradations causées aux voies publiques
4.5.2.3	28.5	Registre de chantier
5.3	9.4.4	Variation des prix
7.2.8	19.2.2	Pénalités
7.2.9	19.2.1	Pénalités
8.2.4	8.1.3	Garanties